

Zehnte Sitzung – Dixième séance

Montag, 19. März 1990, Nachmittag
Lundi 19 mars 1990, après-midi

14.30 h

Vorsitz – Présidence: M. Ruffly

Fragestunde – Heure des questions

Frage 35:

Ruf. Republik Litauen. Völkerrechtliche Anerkennung durch die Schweiz
République de Lituanie. Reconnaissance officielle par la Suisse

Die bisherige sowjetische Teilrepublik Litauen hat sich bekanntlich als unabhängig erklärt und damit von der UdSSR losgesagt.

Ist der Bundesrat bereit, die Republik Litauen als souveränen Staat völkerrechtlich anzuerkennen und mit ihr diplomatische Beziehungen aufzunehmen?

Zu welchem Zeitpunkt gedenkt der Bundesrat die völkerrechtliche Anerkennung Litauens durch die Schweiz zu vollziehen?

Wie beabsichtigt der Bundesrat, im Falle der Unabhängigkeitserklärung weiterer sowjetischer Teilrepubliken hinsichtlich deren völkerrechtlicher Anerkennung vorzugehen?

Question 36:

Aubry. Republik Litauen. Anerkennung und Rückerstattung von Guthaben in der Schweiz
Lituanie. Reconnaissance de l'Etat et recherche des avoirs en Suisse

Le Conseil fédéral est-il d'avis que les conditions sont entièrement remplies pour qu'il reconnaisse la Lituanie:

- *volonté d'indépendance du peuple,*
- *gouvernement existant librement choisi,*
- *frontières du pays délimitées.*

En outre, les avoirs déposés en Suisse ne devraient-ils pas être recherchés et rendus à l'Etat lituanien ?

M. Felber, conseiller fédéral: Je réponds aux questions 35 et 36. La Suisse reconnaît, à l'instar des autres Etats participant à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et à déterminer leur statut politique interne et externe.

L'évolution observée ces dernières années dans les Républiques baltes, et en Lituanie plus particulièrement, vers une démocratie pluraliste et une autonomie renforcée, s'inscrit précisément dans le contexte des peuples à disposer d'eux-mêmes ce qui a été consacré au principe VIII de l'Acte final d'Helsinki.

Le Conseil fédéral estime cependant qu'il serait prématuré de reconnaître officiellement la Lituanie et d'établir des relations diplomatiques – parce que c'est ce que cela signifie – tant que l'indépendance proclamée par le Parlement lituanien ne se réalise pas dans le cadre d'un processus négocié avec les autorités soviétiques qui, hier encore, ont demandé l'ouverture de discussions à ce sujet.

Quant aux avoirs lituaniens en Suisse, la question sera naturellement examinée dès le moment où nous aurons aussi des demandes précises à ce sujet.

Ruf: Meine Zusatzfrage ist die folgende: Ist der Bundesrat bereit, im Sinne der nun von ihm zitierten völkerrechtlichen Grundsätze sich auf diplomatischem Wege bei der Sowjet-

union dafür einzusetzen, dass die von Litauen proklamierte Unabhängigkeit sobald als möglich auch *de facto* Tatsache wird?

M. Felber, conseiller fédéral: Vous imaginez bien qu'il est assez difficile à la Suisse et à son Département des affaires étrangères de poser des exigences, mais il est certain que ce problème nous préoccupe, ainsi que tous les Etats d'Europe occidentale, en particulier ceux du Conseil de l'Europe dont les ministres se réuniront encore cette semaine, soit vendredi et samedi, à Lisbonne, afin de discuter avec l'Union soviétique, non seulement à propos de la Lituanie, mais sur d'autres problèmes. Cependant, la question de la Lituanie reviendra nécessairement sur le tapis, comme c'est le cas en ce qui concerne l'unification allemande.

Nous vous rappelons que la Suisse a noué des relations diplomatiques avec l'Union soviétique en 1946, qu'elle n'a jamais, *de jure*, reconnu formellement la souveraineté de l'Union soviétique sur les territoires baltes. Pour des raisons pratiques toutefois, les affaires consulaires étaient traitées à partir de nos missions diplomatiques à Moscou. De ce fait, cela ne signifie pas que le Conseil fédéral ait continué à reconnaître les Républiques baltes en tant qu'Etats indépendants dans la mesure où les faits prouvaient qu'elles étaient privées, par l'annexion soviétique, de la responsabilité des relations internationales de leur territoire.

Nous pouvons précisément répondre que l'évolution des relations en discussion aujourd'hui entre l'Union soviétique et les Etats baltes va vraisemblablement modifier la position des pays occidentaux et du Conseil fédéral.

Frage 37:

Stucky. Aufnahme von Giftgasopfern aus Angola
Accueil d'Angolais victimes de gaz toxiques

Der belgische Toxikologe Professor A. Heyndrickx hat mit weiteren Experten festgestellt, dass die Kubaner und das MPLA Giftgas einer bisher im Westen unbekannt, aber ausserordentlich gefährlichen Art verwendet haben und die Spitäler und behelfsmässigen Lazarette der Unita die Opfer kaum mehr aufnehmen können. Ist der Bundesrat bereit, dem Aufruf an die internationale Gemeinschaft zur Hilfe Folge zu geben und, wie seinerzeit im Falle der irakisch-kurdischen Opfer, sich für die Aufnahme von Patienten zu verwenden?

M. Felber, conseiller fédéral: Le Conseil fédéral constate que l'information selon laquelle des gaz toxiques auraient été utilisés en Angola, dans le conflit qui oppose les forces gouvernementales à celles de l'UNITA, est encore contestée. Les spécialistes suisses en la matière ne disposent pas, à l'heure actuelle, d'indices clairs selon lesquels une utilisation de tels gaz aurait effectivement eu lieu.

De plus, le Conseil fédéral n'a pas connaissance d'une demande émanant des parties en présence dans le conflit angolais, en vue de faire traiter en Suisse des personnes atteintes par des gaz toxiques. Si une telle demande devait être formulée, elle serait naturellement examinée avec sérieux sous tous ses aspects politique, humanitaire et pratique, comme l'ont été celles de l'Iran et de l'Irak il y a quelques années.

Il convient finalement de souligner que la Suisse apporte depuis 1975 déjà une aide aux victimes du conflit en Angola, notamment en contribuant au financement des activités du CICR.

Frage 38:

Büttiker. Rückschlag für die Europäische Weltraumorganisation ESA

Fusée européenne Ariane. Revers subi par l'ASE

Zu den bisherigen ESA-Wahlprogrammen, an denen sich die Schweiz beteiligt hat, gehört die Trägerrakete Ariane. Nach dem jüngsten Unfall der Ariane 4 erlitt aber dieses Trägerraketensystem einen schweren Rückschlag.

Wie beurteilt der Bundesrat die Folgen des Unfalls für die weitere Entwicklung des Ariane-Projekts, besonders im Hinblick auf die Beteiligung der Schweiz mit 2 Prozent an den Entwicklungskosten des Folgeprojekts Ariane 5?

M. Felber, conseiller fédéral: Le lancement d'Ariane, qui a échoué le 26 février dernier, était de nature purement commerciale. Il n'entraîne pas de conséquences directes sur les programmes de l'Agence spatiale européenne, qui sont des programmes de recherche. En effet, la phase de développement dans le cadre de l'ESA des lanceurs du type Ariane 4 étant terminée, c'est à la société Arianespace et non à l'ESA qu'incombe la production en série, la commercialisation et les lancements de toutes les versions de ce type.

Selon les premières constatations de la commission d'enquête, l'accident serait dû à une déféctuosité relativement facile à corriger pour les prochains vols. L'avant-dernier échec d'un lancement d'Ariane avait eu lieu au début de 1986. Depuis, 17 lancements d'affilée ont été effectués avec succès, ayant mis en orbite 25 satellites. Depuis le dernier échec, la société Arianespace a déjà obtenu deux nouveaux contrats pour le lancement de satellites de télécommunications américains, ce qui prouve que l'image d'Ariane, qui détient actuellement 50 pour cent du marché mondial des lancements commerciaux, n'est pas atteinte.

En ce qui concerne le programme Ariane 5, lanceur lourd qui volera pour la première fois en 1995, il ne comporte pas d'éléments communs avec le programme Ariane 4. Les causes de l'échec n'auront par conséquent aucune influence sur le nouveau programme.

Frage 39:

Braunschweig. Treffen der N + N-Aussenminister in Malta
Ministres des affaires étrangères des pays neutres et des pays non alignés. Réunion de Malte

Wie beurteilt der Bundesrat einerseits das Treffen der N+N-Aussenminister in Malta vom 1. bis 3. März 1990, vor allem die Entwicklung, die zu veränderten Verhandlungsstrukturen im Bereich Rüstungskontrolle und Abrüstung führen soll, und andererseits die Chancen für das vorgesehene Gipfeltreffen der KSZE im Herbst in Helsinki nach diesem vorbereitenden N+N-Treffen?

M. Felber, conseiller fédéral: Les résultats de la rencontre des ministres des affaires étrangères des neuf pays neutres et non alignés à Malte peuvent être interprétés comme encourageants. Dans un communiqué, les neuf ministres qui ont participé à la rencontre, saluent la tenue d'un sommet de la CSCE prévu pour cet automne. Ils exigent que ce sommet fasse l'appréciation de la situation des négociations sur le désarmement conventionnel en Europe. Selon les N + N, des négociations portant sur un nouveau mandat devront être entamées immédiatement après le sommet et déboucher sur une structure de négociations englobant l'ensemble des trente-cinq pays de la CSCE. Ainsi aurions-nous trois négociations qui se tiendraient parallèlement: les négociations sur un nouveau mandat des Trente-cinq; les négociations sur les mesures de confiance et de sécurité, seconde phase, et les négociations sur le désarmement conventionnel en Europe à vingt-trois, pour autant que les Vingt-trois décident de continuer.

La Suisse a joué un rôle actif à Malte. En effet, elle s'est engagée pour la participation des neutres et non alignés aux entretiens sur les «open sky» (ciels ouverts) pourparlers qui devront être repris en avril à Budapest. D'autre part, elle s'est prononcée pour un itinéraire envisageant l'intégration des N + N dans les négociations portant sur le désarmement, en précisant qu'il conviendra de tenir compte des structures spécifiques d'une armée de milice.

Par ailleurs, pour la première fois dans leur histoire, les ministres des affaires étrangères N + N ont réclamé le droit d'organiser des élections libres dans tous les pays de la CSCE. La Suisse était parmi les initiateurs de cette proposition. Enfin, elle n'a pas manqué d'aborder également la question allemande.

Frage 40:

Segmüller. Nepal. Unterdrückung der Demokratiebestrebungen
Népal. Répression des aspirations démocratiques

Nepal ist seit Jahren ein Schwerpunktland unserer Entwicklungszusammenarbeit, was eine partnerschaftliche Zusammenarbeit mit der nepalesischen Regierung beinhaltet.

Ziel der jüngsten friedlichen Demonstrationen und Generalstreiks in Nepal sind die Zulassung von politischen Parteien im Rahmen einer konstitutionellen Monarchie und die Respektierung der Menschenrechte.

Zahlreiche Tote und Tausende von Verhaftungen, darunter fünf gewählte Parlamentarier, sind die Folge des harten Eingreifens der Regierung.

Wie gedenkt der Bundesrat auf die Unterdrückung der Demokratiebestrebungen und die Verletzung der Menschenrechte zu reagieren? Wie beurteilt der Bundesrat die Sicherheit und die Versorgungslage der schweizerischen Entwicklungshelfer?

M. Felber, conseiller fédéral: Les troubles qui ont éclaté au Népal à l'occasion de la célébration annuelle du jour de la démocratie, le 18 février dernier, ont causé de nombreuses victimes et provoqué des centaines d'arrestations. Le Conseil fédéral est préoccupé par ces événements et déplore l'usage de la force contre l'expression pacifique des aspirations démocratiques du peuple népalais. Nous l'avons fait savoir aux autorités népalaises, en chargeant notre ambassadeur au Népal, qui réside à la Nouvelle Delhi, d'une démarche humanitaire auprès de l'ambassadeur du Népal. Dans le mémorandum destiné au gouvernement népalais, qui a été remis par notre ambassadeur à cette occasion, le Conseil fédéral lance un appel à la modération, au respect des droits de l'homme et au dialogue. Le Népal est le premier pays bénéficiaire de notre coopération au développement et garde, à ce titre, une valeur de symbole. La Suisse y est engagée depuis plus de trente ans: Helvetas tout d'abord, puis la direction pour la coopération au développement, ce qui fait que des liens privilégiés se sont tissés entre les deux pays. Quarante-cinq coopérateurs suisses (Helvetas et DDE) travaillent actuellement au Népal où nos projets de développement se concentrent sur les secteurs des transports, de la formation professionnelle, de l'agriculture et de la santé. Notre engagement annuel pour le Népal atteint un montant d'environ 18 millions de francs. La sécurité de nos coopérateurs n'a pas été affectée jusqu'ici par les récents événements. Le bureau de coordination DDA-Helvetas à Katmandou maintient un contact permanent avec les experts sur le terrain. Des directives écrites de comportement sont communiquées à ces experts de cas en cas, et des dispositions ont été prises pour une évacuation éventuelle en cas de crise. Le Conseil fédéral continue de suivre l'évolution de la situation avec attention. Il considère que le respect des droits de l'homme est une condition indispensable au succès à long terme de l'action entreprise au Népal en matière de développement. En effet, la coopération au développement ne peut produire pleinement ses effets que lorsque les communautés avec lesquelles nous travaillons peuvent se développer non seulement économiquement mais également socialement et politiquement, ce qui implique un minimum de liberté. Le Conseil fédéral enfin, se réserve le droit de prendre d'autres mesures au cas où une dégradation de la situation nous empêcherait de poursuivre les buts de notre coopération avec le Népal, tels qu'ils sont définis dans les accords que nous avons signés avec ce pays.

Frau Segmüller: Ich habe hier das Pressecommuniqué der nepalesischen Aerzteorganisation vom 12. März 1990. Es ist ein einziger flammender Protest an die Regierung gegen Unterdrückung, willkürliche Inhaftierung, Folter und Tod friedlicher Demonstranten, darunter Medizinprofessoren, Aerzte und Medizinalpersonal.

Meine Fragen: Was unternimmt der Bundesrat, und welche Gewähr hat er, um sicherzustellen, dass die u. a. auch für medizinische Projekte zweckgebundenen Hilfsgelder aus der Schweiz von der nepalesischen Regierung nicht zweckentfremdet werden?

M. Felber, conseiller fédéral: Je dirai à Mme Segmüller que nous n'avons, pour nous prononcer sur l'engagement de la Suisse au Népal, que les avis de nos coopérateurs techniques

sur place. Nous considérons, comme nous venons de vous le déclarer, que la situation de ces derniers, pour le moment, est saine et ils nous ont déclaré, par écrit, pouvoir poursuivre leur travail dans des conditions qui leur paraissent normales. Nous avons simplement annoncé au Gouvernement népalais que, si ces coopérants devaient rencontrer des difficultés et voyaient leurs efforts déviés en faveur de certaines minorités gouvernementales, nous pourrions cesser notre aide et la reprendre au moment où les conditions de travail et les conditions qui doivent être respectées, selon les accords signés entre le gouvernement népalais et la Suisse étaient respectés. Pour le moment nous n'avons pas d'autres renseignements. Ce que je vous ai communiqué tout à l'heure est les derniers renseignements reçus, donc plutôt rassurants sur le plan de la coopération technique.

Frage 41:**Haller. Nato und Warschauer Pakt
OTAN et Pacte de Varsovie**

Die KSZE wird sich möglicherweise noch dieses Jahr mit dem Status der beiden – oder der vereinigten – deutschen Staaten im Zusammenhang mit ihrem Verhältnis zu den beiden grossen Verteidigungsbündnissen Nato und Warschauer Pakt zu befassen haben. Hat der Bundesrat seine diesbezügliche Stellungnahme schon erarbeitet, oder sind Vorarbeiten dazu im Gange?

M. Felber, conseiller fédéral: La réunification de l'Allemagne a une importance énorme pour toute l'Europe. Elle soulève essentiellement deux types de question: premièrement, des questions d'ordre constitutionnel et national, dont la solution est, vous en conviendrez, avant tout entre les mains des Allemands eux-mêmes, de l'Est comme de l'Ouest; deuxièmement, des questions qui se rapportent à la future structure de l'Europe en matière de sécurité, questions qui, elles, concernent tous les Etats européens et plus encore tous les Etats de la CSCE, quoique à des degrés divers.

Lors de la réunion des neutres et non-alignés à Malte, du 1er au 3 mars dernier, les ministres des affaires étrangères de ces Etats ont demandé que la question de l'unité allemande soit également discutée dans le cadre de la CSCE et qu'elle soit mise à l'ordre du jour du Sommet de la CSCE prévu pour l'automne prochain.

Le Conseil fédéral est favorable à une discussion structurée dans le cadre de la CSCE, discussion qui devra tenir compte des résultats des différentes négociations antérieures. Il est d'avis qu'en principe il ne faudrait pas revenir sur certains aspects qui auront déjà été discutés dans d'autres cadres, par exemple celui des quatre plus deux ou des deux plus quatre, ou celui des discussions avec la Pologne, ou des discussions avec la Communauté économique européenne. Il s'agit, pour le Conseil fédéral, de donner aux Etats de la CSCE l'occasion de s'exprimer sur les nouvelles formes que doivent prendre la coopération et la sécurité en Europe ainsi que de fixer dans un document de la CSCE la modification de l'ordre européen. En clair, cela signifie que le Conseil fédéral n'imagine pas que trente-cinq pays peuvent discuter valablement de tous les problèmes relatifs à l'unification allemande mais qu'ils peuvent entériner des propositions qui auraient été faites dans des groupes plus petits.

Frage 42:**Scheidegger. Drogenpolitik
Politique de lutte contre la drogue**

In seiner Beantwortung der SVP-Interpellation zur Drogenpolitik vom 4. Oktober 1989 bleibt der Bundesrat recht unklar. Viele Behörden auf kantonaler und städtischer Stufe erwarten aber rasch und deutlich Stellungnahmen des Bundesrates. Was empfiehlt der Bundesrat den betroffenen Behörden bezüglich Einrichtung oder Nichteinrichtung von Fixerräumen, was bezüglich kontrollierter Abgabe von Drogen zu sozial-therapeutischen Zwecken?

Bundesrat Cotti: Herr Scheidegger, ich kann zu Ihrer mehr als berechtigten Frage nur mitteilen, dass wir im Bundesrat beschlossen haben, nach der erfolgten Vernehmlassung zum

Bericht der Subkommission «Drogenfragen», zur Drogenpolitik eine eingehende Aussprache zu führen und Position zu beziehen, und zwar am 16. Mai 1990. Man kann also erwarten, dass der Bundesrat hierauf zu den Fragen der Drogenpolitik Stellung nimmt.

Frage 43:**Büttiker. «Hacker» im ETH-Rechenzentrum
Piratage informatique au centre de calcul de l'EPF**

Privatpersonen ist es lange Zeit gelungen, ohne grosse Probleme in das ETH-Rechenzentrum einzudringen und dieses für weltweite Datenreisen zu benützen.

– Wie lange dauerte diese Gratisbenützungsphase?

– In welche Grössenordnung belaufen sich die verursachten Kosten, und wer hat dafür aufzukommen?

– Können mit Sicherheit in Zukunft solche Anzapfungen des ETH-Rechenzentrums ausgeschlossen werden?

Bundesrat Cotti: Für die Bedürfnisse einer beschränkten Anzahl von an der ETH Zürich tätigen Forschern wurde, Herr Büttiker, während einer Versuchsphase von 1986 bis 1989 das Kommunikationsnetz der ETH, genannt «Kometh», punktuell auch nach aussen geöffnet. Seit dem 1. August 1989 ist der Ausgang in externe Datennetze speziell geschützt. Verkehrsanalysen der Netze haben gezeigt, dass die missbräuchliche Verwendung selten war und drei bis fünf Prozent nicht überschritt. Der Gesamtschaden an der ETH Zürich dürfte maximal 60 000 Franken betragen. Es geht um Zahlungen an die PTT, die ohne diese Missbräuche nicht hätten gemacht werden müssen.

Trotz der Anwendung von Sicherheitsmassnahmen wird es, wie Sie wissen, nie ganz auszuschliessen sein, dass sich unberechtigte Dritte Zugang zu externen Datennetzen verschaffen können. Sicherheitsmassnahmen werden laufend sowohl bezüglich ihrer Wirkung wie auch ihrer Verhältnismässigkeit geprüft und wenn nötig – übrigens auch aufgrund von Kosten-Nutzen-Analysen – angepasst.

Frage 44:**Günter. Aids-Forschung
Recherche sur le SIDA**

Die Aids-Forschung in der Schweiz braucht dringend vermehrte Mittel. Dies ist inzwischen erwiesen.

Ist der Bundesrat bereit, die minimal benötigten 5 Millionen Franken als Nachtragskredite zu bewilligen und dem Parlament im Juni entsprechend Antrag zu stellen?

Bundesrat Cotti: Herr Günter, der Bundesrat hat heute Beschluss gefasst zu den Anträgen, die ich schon vor einiger Zeit gestellt hatte. Er hat dabei auch die von der Forschung verlangten Mittel bewilligt, und zwar in der Höhe, die Sie genannt haben. Das Geld wird im Rahmen des ersten Nachtragskredites überwiesen werden können.

Frage 45:**Hafner Rudolf. Moorschutz. Personelle Kapazitäten
Sauvegarde des marais. Renforcement des effectifs**

Ist der Bundesrat bereit, im Sinne eines effizienten Moorschutzes der Eidgenössischen Forschungsanstalt für Wald, Schnee und Landschaft in Birmensdorf die minimal notwendigen vier zusätzlichen Stellen aus der Personalreserve sofort zu bewilligen? In welchen Jahren gedenkt der Bundesrat die mittelfristig notwendigen und vom Schulrat bereits beschlossenen 13 Stellen der Sektion Landschaft und Natur (Projekt Avanti 4) zu bewilligen?

Frage 46:**Ulrich. Zerstörung von Mooren durch Drainagen
Destruction de marais par drainage**

Im vergangenen Jahr wurden im vernässen Hang oberhalb von Surcuolm und Obersaxen/GR mehrere Moorflächen drainiert und somit schwer geschädigt. Gedenkt der Bundesrat Massnahmen zu treffen, damit keine weiteren Moore frisch entwässert werden? Sind Massnahmen vorgesehen, um die frühere Situation in den neu beeinträchtigten Mooren wiederherzustellen?

Frage 47:

Danuser. Ausmass der Eingriffe in Moore und Moorlandschaften

Atteintes portées aux marais et marécages

In seiner Beantwortung der Motion Bircher vom 7. Dezember 1989 führt der Bundesrat aus, dass verschiedentlich ohne Zweifel geschützte Moore und Moorlandschaften absichtlich oder unabsichtlich geschädigt worden seien.

Die Umweltverbände WWF und SBN sprechen in ihrer Information für Parlamentarier vom 13. März 1990 von über tausend Eingriffen in mehreren hundert Mooren.

Kann der Bundesrat diese Zahlen bestätigen und den Prozentsatz der betroffenen Moore und Moorlandschaften von nationaler Bedeutung beziffern?

Ist es richtig, dass vor allem diejenigen Kantone sich gegen einen dringlichen Bundesbeschluss ausgesprochen haben, in denen die meisten Eingriffe in Moorbiotop festzustellen sind?

Frage 48:

Seiler Rolf. Verfassungskonformität bestehender Bauzonen in Mooregebieten

Zones à bâtir en régions de marécages

Im Gebiet des Col des Mosses (Ormont-Dessous/VD) sind in den beiden letzten Jahren bedeutende Hoch- und Flachmoorbiotopflächen durch Ueberschüttung und Bauwerke zerstört worden. Weitere Mooregebiete liegen in Bauzonen und sind deshalb akut gefährdet. Wie gedenkt der Bundesrat die Konflikte zwischen bundesrechtlich oder gar verfassungsrechtlich garantiertem Moorschutz und der Nutzung bestehender Bauzonen zu lösen?

Frage 49:

David. Verfassungswidriger Torfabbau in Les Ponts-de-Martel/NE

Réduction des tourbières aux Ponts-de-Martel/NE

In seiner Antwort auf die Frage 10 vom 4. Dezember 1989 von Nationalrat Fierz gab Bundesrat Cotti der Hoffnung Ausdruck, anfangs 1990 den weiteren Weg in Sachen Torfabbau aufgrund einer Zwischenbeurteilung einschlagen zu können. Liegt diese Zwischenbeurteilung vor? Wann ist mit der Einstellung des verfassungswidrigen Torfabbaues zu rechnen?

Frage 50:

Thür. Zerstörung von geschützter Flachmoorvegetation südlich Martel Dernier, Les Ponts-de-Martel/NE
Marais au sud de Martel Dernier/NE. Destruction de la végétation

Die erwähnte Vegetation wurde Ende 1988 durch Drainage und Düngung weitgehend zerstört. Bis jetzt hat der Kanton in dieser Sache nichts unternommen, obwohl das Gebiet kantonalen Schutz genießt. Wie und wann gedenkt der Bundesrat dem ausgewiesenen Schutzgebot in diesem Moorbiotop von nationaler Bedeutung Nachachtung zu verschaffen?

Frage 51:

Hafner Ursula. Ueberschüttung eines Moores in Oberägeri/ZG

Comblement d'un marais à Oberägeri/ZG

Gegenwärtig wird östlich Giregg am Ratenpass (Oberägeri/ZG) ein Moor mit Aushubmaterial überschüttet. Was gedenkt der Bundesrat vorzukehren, um Artikel 24 Absatz 5 BV Nachachtung zu verschaffen, falls es sich um ein Mooregebiet von nationaler Bedeutung handeln sollte?

Frage 52:

Meier-Glatfelden. Melloration eines Moores in Oberägeri/ZG

Sauvegarde d'un marais à Oberägeri/ZG

1988 begann ein Bauer mit der Trockenlegung des Moosbüels in Oberägeri. Behörden und Naturschützer baten um Besinnung. Dessen ungeachtet fand und findet das Zerstörungswerk seine Fortsetzung, indem ein grösseres Gebiet umgepflügt wurde. Dem Vernehmen nach soll in dieses Moor von nationa-

ler Bedeutung ein Bauernhof ausgesiedelt werden, was auf staatliche Subventionierung einer Moorzerstörung hinauslief. Ist der Bundesrat bereit, dem Einhalt zu gebieten und das Moor wirksam zu schützen?

Frage 53:

Schüle. Sicherstellung des Moorschutzes nach ordentlichem Recht

Protection des marais en vertu du droit en vigueur

Sind die Kantone, die sich im Rahmen des Vernehmlassungsverfahrens vom Februar 1990 zur Frage nach dem Erlass von Notrecht negativ geäußert haben, tatsächlich in der Lage, den Schutz der Moore und Moorlandschaften auf dem ordentlichen Rechtsweg nach Artikel 24sexies Absatz 5 BV und Artikel 18 Absatz 1bis NHG sicherzustellen?

Frage 54:

Wiederkehr. Zerstörung von Hochmooren von nationaler Bedeutung

Destruction de hauts marais d'importance nationale

Im Begleitschreiben vom April 1989 zum Vernehmlassungsverfahren über die Hochmoorverordnung rief das EDI die Kantone dazu auf, den Wert der einzelnen Schutzgebiete schon vor Inkraftsetzung der Verordnung zu sichern. Wie aus der Antwort von Bundesrat Cotti auf die Frage 10 von Nationalrat Fierz vom 4. Dezember 1989 hervorgeht, wurden die Kantone später noch einmal auf ihre Verantwortung in dieser Frage aufmerksam gemacht.

Ist dem Bundesrat bekannt, in welchen Fällen vorsorgliche Massnahmen durch die Kantone getroffen worden sind?

Frage 55:

Diener. Zerstörung eines Moores in Hasle/LU

Destruction d'un marais à Hasle/LU

Im August 1989 wurde das Luchterlimoos in der Gemeinde Hasle grossflächig drainiert. Was gedenkt der Bundesrat zu unternehmen, um den eingetretenen Schaden zu limitieren, und wie soll der ursprüngliche Zustand wieder hergestellt werden?

Frage 56:

Dormann. Ueberschüttung von Moor- und Seeufervegetation in Les Grangettes (Noville/VD)

Marais des Grangettes (Noville/VD). Comblement de la végétation

Im Gebiet Les Glaires wurde im Jahre 1989 ein Hafenbecken erweitert. Der Aushub wurde in einem benachbarten Grundstück deponiert. Dabei wurde grossflächig geschützte Moor- bzw. Seeufervegetation überschüttet und zum Absterben gebracht. Erfolgte die Erweiterung des Hafenbeckens rechtmässig? Ist der Bundesrat nicht auch der Meinung, dass die Verursacher den Schaden wieder rückgängig zu machen haben?

Frage 57:

Mauch Ursula. Verfassungskonformität der Nutzung von Mooren durch das Militär

Utilisation des marais par l'armée

Auch heute werden noch in mehreren Hochmooren im Rahmen von militärischen Uebungen Handgranaten zur Explosion gebracht, so zum Beispiel in La Thomassette, Le Chenit/VD; im Wagliseichhubel, Flühli/LU; im Meienstossmoos, Schwarzenberg/LU usw. Falls diese Moore nationale Bedeutung erlangen, wie im Vernehmlassungsverfahren über die Hochmoorverordnung vom April 1989 vorgeschlagen, ist diese Nutzung verfassungswidrig. Wie gedenkt der Bundesrat die sich hier abzeichnenden Konflikte zu lösen? Entspricht eine derartige Nutzung überhaupt den bestehenden militärischen Sicherheitsvorschriften?

Frage 58:

Zwygart. Beratungsstelle für Fragen des Moor- und Moorlandschaftsschutzes

Sauvegarde des marais et marécages. Centre d'information

Der Bund will durch eine «leistungsfähige Beratungsstelle» für Fragen des Moor- und Moorlandschaftsschutzes der Durchset-

zung der Ziele der Rothenthurm-Initiative zum Durchbruch verhelfen. Ich bitte den Bundesrat um Bekanntgabe von

1. Art der vorgesehenen Organisation,
2. Anzahl Personen, die für die Beratungsstelle vorgesehen sind.

Bundesrat **Cotti**: Wenn Sie gestatten, erlaube ich mir, am Anfang eine kurze Erklärung zu den Fragen 45 bis 58 abzugeben, damit bei der Beantwortung der einzelnen Fragen nicht immer wieder dasselbe erwähnt werden muss.

Ich möchte hinzufügen, dass eine Motion von Herrn Bircher in diesem Rat präsentiert worden ist und dass bei der Behandlung dieser Motion noch näher auf die einzelnen Fragen des Moorschutzes eingegangen werden soll.

Sie werden mir auch gestatten, diese Einführungserklärung der Form der Fragestunde entsprechend kurz zu halten. Ich bitte den Nationalrat, mir zu verzeihen, wenn ich ab und zu etwas summarisch werde. Aber der einzelne Parlamentarier wird bei den entsprechenden Interventionen noch zusätzliche Fragen stellen können.

Die heutige Regelung des Schutzes der Moore ist im Rahmen des Natur- und Heimatschutzgesetzes klar festgelegt. Neu hinzugekommen ist die Regelung, aufgrund der Rothenthurm-Initiative, die – wie Sie wissen – in die Verfassung eingeführt worden ist und die den Schutz nicht nur für die Moore, sondern auch für die sogenannten Moorlandschaften beinhaltet. Ich möchte aber sagen, dass sich die Tätigkeit des Bundes auf einen spezifischen Gesichtspunkt bezieht, und zwar müssen diese Moore und Moorlandschaften von «besonderer Schönheit» und «nationaler Bedeutung» sein. Deshalb ist die schwerwiegende Frage, welche uns seit dem ersten Tag nach der Volksabstimmung über die Rothenthurm-Initiative beschäftigt, wie diese Qualifikation der nationalen Bedeutung und der besonderen Schönheit näher zu umschreiben sei. Hier geschieht diese Umschreibung selbstverständlich dadurch, dass der Bund selber die zu schützenden Objekte festlegt und zwar in einem Inventar, welches natürlich dem üblichen Verfahren unterzogen werden muss, insbesondere auch einem Vernehmlassungsverfahren, das die Kantone involviert. Die Kantone haben bei dieser Frage zweierlei Verantwortung: Sie haben zuerst einmal den Vollzug betreffend Moore und Moorlandschaften zu gewährleisten. Es sind diejenigen – ich betone es nochmals – von nationaler Bedeutung und besonderer Schönheit. Zudem haben die Kantone die zweite, noch breiter gefasste Aufgabe, die anderen Moore und Moorlandschaften, die nach Auffassung und nach den Kriterien der Kantone lokale oder regionale Bedeutung haben, ebenfalls zu schützen. Deshalb diese erste Feststellung.

Bei der Aufgabenteilung in diesem Bereich obliegt – ob man es will oder nicht – den Kantonen weitaus die grösste und wichtigste Verantwortung. So hat es der Verfassungsgeber gewollt, und so will es selbstverständlich auch der Gesetzgeber. Der Bund hat sich sofort an die Arbeit gemacht, die für ihn hauptsächlich – ich wiederhole – darin besteht, die Moore und Moorlandschaften von nationaler Bedeutung und von besonderer Schönheit zu umschreiben. Sie werden verstehen, dass eine solche Arbeit schwierige Probleme mit sich bringt. Schon bei Mooren – Hochmooren und Flachmooren – ist die Definition nicht immer leicht. Es gilt ganz klar, die kleineren, weniger wichtigen Objekte auszuscheiden.

Besonders schwierig ist die Aufgabe betreffend Moorlandschaften, die mit den Mooren nicht identisch sind. Was hat sich da herausgestellt? Dass während der Definitionsarbeit des Bundes möglicherweise eine gewisse Zeit verstreicht und dass diese Zeit benützt werden könnte – bewusst oder unbewusst, subjektiv fahrlässig oder schuldhaft oder auch ohne Schuld –, die Situation so zu gestalten, dass Präjudizien geschaffen werden könnten, die nachher bei Inkraftsetzung der tatsächlichen Inventare nicht mehr oder nur schwerlich wieder zu beheben wären. In der sehr berechtigten Diskussion geht es letzten Endes um die Frage: Wird es möglich sein, diese Ueberbrückungszeit, die durchaus noch ein, zwei, drei Jahre dauern könnte, ohne Präjudizien zu überleben oder nicht? Sofort nachdem feststand, dass möglicherweise Missbräuche entstehen könnten, hat das EDI die Kantone angefragt, in-

wieweit sie überhaupt in der Lage seien, Gewähr zu bieten, dass die Ueberbrückungszeit schadlos überstanden werden könne. Die Antwort der Kantone war nicht immer zufriedenstellend, so dass wir im letzten Februar eine erneute Umfrage bei den Kantonen gestartet und die Frage definitiv gestellt haben, mit der Alternative des dringlichen Bundesrechts.

Ich möchte die Illusionen, die man sich ab und zu über die Bedeutung von dringlichem Bundesrecht macht, kurz noch einmal relativieren.

1. Auch mit dringlichem Bundesrecht wird letzten Endes den Kantonen der Vollzug obliegen. Wir werden also – verzeihen Sie mir das etwas verruchte Wort – zum Schutz dieser Moore keine Bundespolizei schaffen. Es werden wiederum die Kantone sein, die die Hauptaufgabe wahrzunehmen haben werden. Die Bedeutung von dringlichem Bundesrecht wird aber doch eher politischer Art sein, nämlich die, dass die Kantone ganz eindeutig und klar vor ihre Verantwortung gestellt werden.

2. Dringliches Bundesrecht würde voraussetzen, dass die einzelnen zu schützenden Objekte namentlich erwähnt würden. Das wäre ein rechtlicher Vorteil, der ohne Zweifel mit dringlichem Bundesrecht verbunden wäre.

Nachdem sich die Kantone gegenüber dringlichem Bundesrecht – wie zu erwarten war – mehrheitlich negativ ausgesprochen haben, habe ich kurzfristig noch die einzelnen Regierungsräte zu einer sehr langen und durchaus befriedigenden Sitzung nach Bern eingeladen. Es hat sich herausgestellt, dass die Kantone das Bedürfnis verspüren, bei der Ausscheidung der Moore von nationaler Bedeutung und besonderer Schönheit mit der Bundesbehörde noch einmal in Kontakt zu treten. Das Buwal hat jetzt die sehr schwierige Aufgabe übernommen, in wenigen Wochen mit allen Kantonen, die direkt interessiert sind, Kontakt aufzunehmen, die uns vorliegenden provisorischen Inventare noch einmal zu überprüfen und möglicherweise eine erste Triage vorzunehmen, so dass jene Moore, die eindeutig nicht von nationaler Bedeutung und besonderer Schönheit sind, zum voraus ausgeschieden und den Kantonen zur Regelung überlassen werden können. So könnte dann der Rest, gleichsam der Kern, übrigbleiben, der Bundesrecht unterstellt würde.

Wir werden also innerhalb von etwa einem Monat in der Lage sein, zu entscheiden, ob wir dringliches Bundesrecht vorschlagen sollen, ob dieses dringliche Recht eventuell lediglich auf die Moore angewendet werden soll und nicht auch auf die Moorlandschaften, deren Definition noch schwieriger ist. Wir werden somit in der Lage sein, dem Parlament sehr schnell eine allfällige Botschaft vorzulegen, die auf alle Fälle in der Junisession in beiden Räten diskutiert werden müsste.

Ich habe schon im Ständerat – und damit schliesse ich diese Einführung ab – auf den Ernst der Lage hingewiesen. Es geht sicher zu allererst um den Schutz dieser letzten, noch übriggebliebenen wertvollen Biotope und Biotoplandschaften. Wir dürfen nach all dem, was in diesem Lande in den vergangenen Jahrzehnten geschehen ist, die Gelegenheit nicht verpassen, diesen letzten Schutz zu gewährleisten.

Ich möchte nicht missverstanden werden. Ich möchte die letzten Jahrzehnte nicht verurteilen; ich meine nicht, dieses Land müsste heute noch aussehen wie vor 100 Jahren. Es war wichtig und notwendig, dass sich diese Gesellschaft entwickelt hat. Aber das, was übriggeblieben ist, verlangt heute die qualifizierte Aufmerksamkeit unserer Gesellschaft; da ist selbstverständlich der Bund involviert – ich habe Ihnen gesagt, in welchem Rahmen –, aber da sind insbesondere auch die Kantone involviert.

Ein Weiteres: Wir haben heute die Gelegenheit, festzustellen, ob unser Föderalismus den modernen Anforderungen überhaupt noch gewachsen ist. Ich habe den Vertretern und Vertreterinnen der Kantone gesagt: Da haben Sie doch, meine Damen und Herren Regierungsrätinnen und Regierungsräte, eine ausgezeichnete Gelegenheit, zu beweisen, dass sich der Föderalismus tatsächlich auch in neuen Situationen und bei neuen Herausforderungen bewährt.

Schliesslich geht es darum, den Volkswillen zu erfüllen, und dieser Volkswille ist ein für allemal kundgetan worden. Es geht letztlich um die Glaubwürdigkeit unserer Demokratie, darum,

den Volkswillen zu verwirklichen. Dass damit Schwierigkeiten verbunden sind, steht ausser Zweifel. Aber diese Schwierigkeiten sind da, um überwunden zu werden.

Nun zu Frage 45:

Herr Hafner, Sie sprechen von den personellen Kapazitäten. Ich möchte auf das verweisen, was ich vorher sagte. Der Bund hat sich in Vollzugsfragen, welche den Kantonen obliegen, natürlich nicht einzumischen. Es wäre zu leicht, wenn die Kantone jetzt vom Bund die Bereitstellung von Personal für ihre eigenen Aufgaben verlangen würden. Aber eine Beratungsstelle, die von einzelnen, besonders von kleinen Kantonen vorgeschlagen wird, ist sicher zu erwägen, ja ist sicher notwendig. Der geeignete Ort dazu scheint auf den ersten Blick die Forschungsanstalt von Birmensdorf zu sein. Wir sind daran, diese Frage näher zu prüfen. Wir sind der Auffassung, dass der Bund, obschon die Kantone ihre Personalfragen nicht ihm anlasten können, eine allgemeine Dienstleistung anbieten sollte, welche ohne Zweifel auch für eine konstante und überall gleichmässige Rechtsanwendung von besonderer Bedeutung sein könnte.

Hafner Rudolf: Herr Bundesrat, Sie haben sich ja eigentlich deutlich zum Ernst der Lage bekannt und erklärt, dass etwas geschehen muss. Jetzt haben Sie auch gesagt, diese Moore müssten qualifiziert werden und das gebe Arbeit. Was Objekte von nationaler Bedeutung betrifft, so obliegt diese Aufgabe eigentlich dem Bund. Daher ist es ein bisschen eigenartig, wenn der Bund nicht die personellen Kapazitäten schaffen soll.

Ich möchte daher doch noch einmal die Frage wiederholen: Gedenken Sie, der Eidgenössischen Forschungsanstalt für Wald, Schnee und Landschaft in Birmensdorf die notwendigen personellen Kapazitäten zu geben? Bis jetzt hatte sie sie schlicht nicht. Intern hat der Schulrat bereits ausgewiesen, dass die Stellen nötig seien. Es sind 13 Stellen für die nächsten Jahre. Wir möchten darauf eine Antwort haben.

Bundesrat Cotti: Zu Ihrer ersten Bemerkung: Die Definition der Moore – man unterscheidet Flach- und Hochmoore – ist schon weit gediehen. Ohne Personalzuwachs haben wir die Vernehmlassung für die Hochmoore gestartet, sie läuft schon seit einiger Zeit, und bei den Flachmooren haben wir schon eine Bezeichnung von ungefähr 1000 Objekten – zu vielen, nach meiner Auffassung – von nationaler Bedeutung. Deshalb ist diese Frage auf Bundesebene absolut geklärt. Es geht aber, wie ich Ihrer Frage entnehme, darum, eine Beratungsstelle für die Kantone zu schaffen.

Wir sind bereit, diese Frage zu prüfen. Birmensdorf könnte beim heutigen Stand der Prüfung die Anlaufstelle sein.

Frage 46:

Frau Ulrich, Ihre Frage beginnt mit einer Reihe von Hinweisen auf präzise Situationen. Ich habe beim Treffen mit den Regierungsräten und den oberen Stellen der kantonalen Verwaltungen die verschiedenen – übrigens klar und sehr eindrücklich in Photographien nachgewiesenen – Situationen dargelegt. Bei den jetzigen Besuchen der Verwaltung bei den einzelnen Kantonen werden diese Probleme den Kantonen nochmals nahegelegt.

Ich möchte aber betonen, dass schon heute eine Pflicht der Kantone zu diesem Schutz besteht.

Frage 47:

Frau Danuser, die Zahl 1000, die Sie erwähnt haben, ist sicher zu hoch. In ersten Kontakten mit den Kantonen konnten wir feststellen, dass hie und da gewisse Hinweise auch eindeutig übertrieben waren. Trotzdem gibt es eine ganze Reihe – wir können sie nicht quantifizieren – von objektiven Verletzungen der Schutzpflicht, die – ich möchte es noch ein drittes Mal betonen – seit Inkrafttreten des Verfassungsartikels den Kantonen obliegt. Wir machen die Kantone einzeln auf diese Uebertretungen aufmerksam.

Ueber die Zahl müssen wir uns nicht unterhalten, diejenige, die Sie erwähnen, ist aber auf alle Fälle übertrieben.

Frage 48:

Herr Rolf Seiler, für Sie gilt die gleiche Antwort – Sie stellen Ihre Frage für einen Fall im Kanton Waadt – wie für Frau Danuser und Frau Ulrich.

Frage 49:

Auch Herrn David gebe ich die gleiche Antwort, allerdings noch mit einem besonderen Hinweis: In Les Ponts-de-Martel wie in Rothenthurm stellen sich aufgrund der Grösse und der Bedeutung der Moore und der entsprechenden Moorlandschaft ganz besondere Fragen. Deshalb haben wir im Einvernehmen mit den beiden involvierten Kantonen schon letztes Jahr je eine Arbeitsgruppe geschaffen, die sich den spezifischen Fragen widmet, die sich aus der Grösse und der aussergewöhnlichen Bedeutung jener beiden Mooregebiete ergeben, von denen kein Zweifel besteht, dass sie von nationaler Bedeutung und besonderer Schönheit sind. Ueber die Arbeiten der Arbeitsgruppen kann ich Ihnen jetzt keinen genauen Zwischenbericht erstatten, aber ich bin bereit, mit Ihnen die Frage dann im Detail anzugehen, wenn die Arbeiten abgeschlossen sind.

Frage 50:

Ich möchte Herrn Thür genau die gleiche Antwort geben, wie ich sie Herrn David gegeben habe. Ich wiederhole: Wir haben in Les Ponts-de-Martel eine ganz spezifische Situation, die uns veranlasst hat, mit dem Kanton eine Ad-hoc-Arbeitsgruppe zu schaffen.

Thür: Sie haben in der allgemeinen Einführung darauf hingewiesen, dass das dringliche Bundesrecht sehr beschränkt in seinen Wirkungen sei, insbesondere weil wir ja nicht mit Bundespolizei in den Kantonen den Vollzug vornehmen wollen. Ich frage mich nun angesichts dieser Situation und dieser ganzen Zahl von Fällen, ob es nicht richtig wäre, dass man auf dringliches Bundesrecht verzichten würde und statt dessen in Anwendung des Raumplanungsgesetzes Planungszonen über solche Gebiete erlassen würde und auf diese Weise einen besseren Schutz erzielte.

Bundesrat Cotti: Die Frage ist sicher berechtigt. Ich möchte einen Eindruck korrigieren, den ich Ihnen eventuell vorher gegeben habe. Sie dürfen nicht glauben, wir würden uns dabei vergnügen, die Idee dringlichen Bundesrechts einfach in die Luft zu werfen. Wohlverstanden, das ist also sicher kein Genuss für uns, sich mit solchen Fragen abzugeben. Wenn es nötig wäre, würden wir dringliches Bundesrecht durchsetzen, und bis Mitte April wird hier der definitive Entscheid getroffen werden. Ich möchte Sie aber bitten, nicht zu unterschätzen, dass die Kantone natürlich weiterhin selber den Vollzug vornehmen müssten. Aber es darf nicht vergessen werden, dass wir im dringlichen Recht sofort die Flächen erfasst hätten. Das ist ein grosser Vorteil. Zweitens wäre das natürlich ein gewisser politischer Druck, denn die Kantone würden ganz besonders unter Druck gesetzt.

Ihre Frage ist berechtigt, und wir sind schon daran, sie mit dem entsprechenden Bundesamt beim EJPD zu diskutieren.

Frage 51, 52:

Ich möchte beiden Fragestellern die gleiche Antwort geben, wie ich sie eben auf andere, punktuelle Fälle gegeben habe.

Frage 53:

Herr Schüle, es haben sich viele Kantone tatsächlich negativ gegenüber dringlichem Bundesrecht ausgesprochen, aber ich kann Ihnen sagen, als vor zwei Wochen anlässlich der Sitzung hier die Diskussion konkret wurde, hat sich eine gewisse Beruhigung eingestellt. Wir werden uns auf alle Fälle, wenn wir die Gewähr von seiten der Kantone haben, dass sie nunmehr die neu klar, wenn auch provisorisch bezeichneten Flächen tatsächlich schützen, sicher nicht vergnügen, mit dringlichem Bundesrecht zu operieren. Die Haltung der Kantone im nächsten Monat wird aber von entscheidender Bedeutung sein.

Ich möchte noch ein Wort dazu sagen: Es geht hier wirklich nicht darum, Misstrauen gegenüber den Kantonen zu äussern. Die Kantone werden hier die wichtigste Rolle spielen. Wenn sie nicht schützen, so wird kein Schutzengel vom Himmel kommen, der ihnen diese Arbeit abnimmt. Aber wir müssen im objektiven und konkreten Gespräch mit ihnen zur gemeinsamen Ueberzeugung gelangen, dass sie tatsächlich in der Lage und gewillt sind, diesen Schutz vorzunehmen.

Frage 54:

Ich glaube, Herr Wiederkehr, ich habe jetzt aufgrund der allge-

meinen Einführung in diese verschiedenen Fragen auch Ihre Frage beantwortet. Ich möchte nichts hinzufügen, es sei denn, Sie hätten noch irgend etwas Zusätzliches zu fragen.

Frage 55:

Hier habe ich die genau gleiche Antwort zu geben wie bei den anderen punktuellen Fragen.

Frage 56:

Gleiche Stellungnahme.

Frage 57:

Es ist absolut klar, wenn der Bund selber diese schwierige Aufgabe übernimmt – ich wage sogar die Behauptung, das habe ich vorher nicht gesagt, dass wir bei diesen Kontaktnahmen mit den Kantonen noch weitergehen, als es unsere Pflicht verlangen würde –, dass er zuallererst auf sich selbst kritisch schauen muss. Denn es wäre wirklich das Maximum, wenn man feststellen sollte, dass der Bund von den Kantonen etwas verlangt, das er selber in anderen Bereichen – ich denke an den Militärbereich, an die Frage der Meliorationen – nicht selber ausführt. Deshalb ist das Buwal auch auf meine Veranlassung hin in ständigem Kontakt mit der Militärbehörde und mit der Behörde im Rahmen des Meliorationswesens, damit hier ein gleicher Weg eingeschlagen wird.

Frage 58:

Ich habe mich, Herr Zwygart, zu dieser Frage auch ausgesprochen. Wenn Sie keine weitere Fragen haben, möchte ich es dabei bewenden lassen.

Question 59:

Gardiol. Collection Michel Auer
Collection Michel Auer

La collection de 300 appareils photographiques du Genevois Michel Auer intéresse un groupe financier japonais et risque de prendre le chemin du Japon. Elle intéresse aussi le Musée suisse d'appareils photographiques qui, à ce jour, n'a malheureusement pas trouvé les fonds pour cette acquisition qui aurait pu compléter judicieusement sa collection. Je demande au Conseil fédéral s'il envisage la possibilité d'intervenir afin de maintenir dans notre pays cette collection de valeur?

M. Cotti, conseiller fédéral: Madame Gardiol, seule une intervention sur le marché permettrait d'empêcher la vente de la collection à un acheteur étranger. Vous savez que la Confédération ne possède pas de fonds susceptibles d'être mis à la disposition du musée. Il est certain qu'à l'heure actuelle des mesures de sauvetage telles que celles que vous invoquez ne pourraient être que de la compétence du canton de Vaud, du moins pendant la période qui nous sépare de l'éventuelle entrée en vigueur d'un nouvel article sur la culture.

Frage 60:

Fierz. Kostenübernahme für Methadon

Remboursement de la méthadone par les caisses-maladie
Die von der zuständigen Fachkommission des BSV beschlossene Kostenübernahme der Methadonbehandlung wird von gewissen Krankenkassen unter Anführung des Konkordats verweigert. Dieses Verhalten ist unverständlich, wenn man berücksichtigt, dass Aids in den neunziger Jahren eine Haupttodesursache bei jüngeren Leuten sein wird, mit enormen Kostenfolgen für Gesundheitswesen und Wirtschaft, und dass die Methadon-Substitution bei Drogensüchtigen zur dringend notwendigen Gesamtstrategie der Aids-Prophylaxe gehört.

Was gedenkt der Bundesrat zu unternehmen, um die Krankenkassen zur Ordnung zu rufen und die allgemeine Verunsicherung bei Patienten, Ärzten und Apothekern zu beseitigen?

Bundesrat Cotti: Herr Fierz, das BSV hat das Konkordat der Krankenkassen mit einem Schreiben vom 12. März 1990 – mit Kopie zuhanden des Schweizerischen Apothekervereins und der Schweizerischen Aerzteorganisation – noch einmal ausdrücklich daran erinnert, dass die methadon-unterstützte Langzeitbehandlung Heroinabhängiger gemäss dem Beschluss der Eidgenössischen Fachkommission für allgemeine Leistungen der Krankenversicherung zur Pflichtleistung der vom Bund anerkannten Krankenkassen gehört, und zwar mit all den rechtlichen Konsequenzen, die dies hat, falls

eine Kasse bei gegebener Indikation dieser Behandlung die Kostenübernahme verweigern sollte.

Das BSV hat das Konkordat, dessen Haltung in einem kürzlich versandten Rundschreiben zu einer gewissen Verunsicherung geführt hat, gebeten, den soeben erwähnten Rechtsstandpunkt durch ein neues Zirkular an die Kassen klarzustellen. Verweigert eine Kasse ungerechtfertigterweise die Kostenübernahme, dann bleibt – wie Sie wissen – der Rechtsweg offen.

Das Eidgenössische Versicherungsgericht stützt sich in der Regel – wie Sie ebenfalls wissen – auf die Beschlüsse der Leistungskommission insbesondere, wenn diese die Leistungspflicht der Kassen bejaht. Das ist die Rechtslage, denn Sie haben sich ja in Ihrer Frage ganz besonders auf diese bezogen.

Question 61:

Paccolat. Sanitarische Kontrolle an der Grenze

Visite médicale des saisonniers aux postes sanitaires frontières

La visite médicale obligatoire des saisonniers aux postes sanitaires frontières de Buchs, Genève, Brigue et Martigny, le 5 mars 1990, a suscité des griefs sur son organisation. Nous invitons le Conseil fédéral à nous renseigner:

1. *Entend-il améliorer les conditions dénoncées de l'organisation de cette visite sanitaire?*
2. *Pour le dépistage d'épidémiologie, est-ce que l'examen radiologique est toujours approprié ?*

M. Cotti, conseiller fédéral: Le 5 mars dernier, Madame Paccolat, fut la première date à laquelle les saisonniers furent autorisés à entrer en Suisse cette année. On sait par expérience que chaque année, à la première date d'entrée, les postes sanitaires de frontière connaissent une forte affluence qui occasionne de longues attentes. Une étude menée par un groupe de travail constitué de représentants de la Confédération, des cantons et des sociétés médicales spécialisées est actuellement en cours et elle vise à optimiser le service sanitaire de frontière et plus particulièrement les examens radio-photographiques.

Les conclusions et les recommandations de ce groupe de travail ont été soumises pour avis aux cantons au début de cette année et les résultats de cette consultation sont actuellement analysés. Au début, des voix s'étaient élevées en faveur de l'élimination de ce service. Ces voix ont trouvé beaucoup d'opposition, notamment dans les milieux cantonaux intéressés.

Frage 62:

Ruf. Zerstörtes Soldatendenkmal «Le Fritz».

Neuerrichtung im Berner Jura

Nouvelle statue des Rangiers

Ende Februar 1990 wurde das berühmte Soldatendenkmal «Le Fritz», das an die Mobilmachung der Schweizer Grenztruppen im Ersten Weltkrieg erinnerte, im jurassischen Glovelier durch juraseparatistische Chaoten auf schändliche Weise zerstört, nachdem es bereits früher an seinem jahrzehntelangen Standort auf «Les Rangiers» verschiedenen Anschlägen aus denselben Kreisen zum Opfer gefallen war. Dieser Vandalenakt, der den geschichtlichen und patriotischen Werten unseres Landes Hohn spottet, muss entschieden verurteilt werden und darf keinesfalls einfach hingenommen werden!

1. *Ist der Bundesrat bereit, die Zerstörung des «Fritz» in aller Form als Akt unschweizerischer Gesinnung zu verurteilen?*
2. *Ist er bereit, das für die Schweizergeschichte bedeutungsvolle Monument in einer zerstörungssichereren Form (zum Beispiel aus Gusseisen) neu herstellen und an einem geeigneten Standort im Berner Jura, zum Beispiel in Tavannes (ebenfalls Mobilmachungsort), neu aufstellen zu lassen?*

Bundesrat Cotti: Der Bundesrat verurteilt die Zerstörung des Soldatendenkmals, das der Künstler Charles L'Eplattenier zur Erinnerung an die Grenzbesetzung im Ersten Weltkrieg schuf, als Akt der politischen Gewalt. Die Verurteilung dürfte nicht unmissverständlicher sein. Der Bundesrat ist ebenfalls bereit, allfällige Bestrebungen zur Wiederherstellung des Denkmals,

welches ohne Zweifel geschichtliche Bedeutung hat, an seinem angestammten Ort in geeigneter Form zu unterstützen.

Question 63:

**Gros. Befürchtungen der Flüchtlinge aus Osteuropa
Inquiétude des réfugiés des pays de l'Est**

Une récente émission de télévision décrivait l'inquiétude de ressortissants de pays de l'Est au bénéfice du statut de réfugié depuis de nombreuses années. A la suite des récents événements survenus dans ces pays, certains ont souhaité s'y rendre pour retrouver leur famille ou participer à la liesse générale. Or, ces réfugiés, en général totalement assimilés à notre pays ou pour certains d'entre eux en procédure de naturalisation, craignent qu'à leur retour, le statut de réfugié leur soit retiré.

Le Conseil fédéral peut-il, par une phrase claire et sans ambiguïté, les rassurer?

Bundespräsident **Koller**: Die Asylgesetzgebung, die konstante Praxis der Bundesbehörden wie auch des Bundesgerichtes lassen wenig Raum für einen Verzicht auf den Widerruf des gewährten Asyls, wenn sich ein anerkannter Flüchtling auch nur für kurze Zeit in sein Heimatland zurückbegibt. Dies ergibt sich aus dem unauflösbaren Widerspruch zwischen dem gewährten Asyl als Schutz vor Gefährdung oder Verfolgung im Heimatstaat einerseits und der freiwilligen Reise in eben dieses Land.

In der parlamentarischen Beratung zu Artikel 41 des Asylgesetzes wurde dieser Grundsatz klar bestätigt. Im übrigen werden die Flüchtlinge regelmässig mit einem ausführlichen Merkblatt auf die Konsequenzen einer allfälligen Heimatreise aufmerksam gemacht, so dass sie sich in keinerlei Unsicherheit befinden können.

Der Widerruf des Asyls bei langjährig in der Schweiz wohnhaften Flüchtlingen bedeutet indessen für den Betroffenen keine Härte, da er – gestützt auf die Niederlassungsbewilligung, die er als anerkannter Flüchtling ja schon nach fünf Jahren erlangen kann – ohnehin in der Schweiz verbleiben kann. Der Widerruf hat auch keine negativen Auswirkungen auf laufende Einbürgerungsverfahren.

Frage 64:

Dietrich. Medienkontakte für den Sonderbeauftragten in der Fichen-Sache

Préposé spécial aux fiches. Relations avec les journalistes

Als Sonderbeauftragter des Bundesrates in der Fichen-Sache steht SP-Nationalrat Moritz Leuenberger in besonderer Vertrauensstellung. Als solcher ermöglichte er einem Pressekorrespondenten den Zutritt zum Büro des beurlaubten Bundesanwalts und zu Fichen-Archivräumen, derweil er dies einem andern Pressekorrespondenten verweigerte.

Wie lauten die Richtlinien des Bundesrates hinsichtlich der Medienkontakte des Sonderbeauftragten?

Ist gewährleistet, dass die Medienvertreter rechtsgleich mit den nötigen Informationen bedient werden?

Frage 65:

Wanner. Sonderbeauftragter in der Fichen-Sache. Beziehungen zur Presse

Préposé spécial à la surveillance des fichiers. Relations avec les journalistes

Nach einem am 13. März im «Tages-Anzeiger» erschienenen Bericht hatte ein Bundeshausredaktor dieser Zeitung offensichtlich die Möglichkeit, in Begleitung des Sonderbeauftragten und eines Fotografen, Räume der Bundesanwaltschaft, in denen die Fichen untergebracht sind, zu betreten und zu besichtigen. Nach Artikel 13 der Verordnung über die Behandlung von Staatsschutzakten vom 5. März 1990 unterstehen der Ombudsmann und seine Mitarbeiter dem Amtsgeheimnis. Inwieweit hält der Bundesrat das Vorgehen des Sonderbeauftragten, einen Journalisten samt Fotografen in das Fichen-Archiv mitzunehmen, mit der erwähnten Bestimmung für vereinbar? Ist der Bundesrat im übrigen der Ansicht, dass dieses Vorgehen des Sonderbeauftragten geeignet ist, verlorenes Vertrauen wiederzugewinnen?

Frage 66:

Cincera. Sonderbeauftragter für die Staatsschutzakten. Beziehungen zur Presse

Préposé spécial responsable des fichiers. Relations avec les journalistes

Bei seinem Amtsantritt als Sonderbeauftragter für die Staatsschutzakten liess sich Nationalrat Moritz Leuenberger von einem Journalisten und einem Fotografen in Büros der Bundesanwaltschaft begleiten. Dem Parlament und der Öffentlichkeit war bis jetzt der Zutritt aus Geheimhaltungsgründen strikte verwehrt. Hatte der Bundesrat Kenntnis von dieser Zutritts Erlaubnis an einen ausgewählten Journalisten und wenn ja, wie begründet er eine solche selektive Erlaubnis?

Frage 67:

Hess Peter. Sonderbeauftragter für Staatsschutz. Beziehungen zur Presse

Préposé spécial responsable des fichiers. Relations avec les journalistes

Der Presse entnehmen wir, dass der Sonderbeauftragte für Staatsschutz, Nationalrat Moritz Leuenberger, bei seinem «Antrittsbesuch» in der Bundesanwaltschaft einem Journalisten Zugang zum Archivraum gewährte.

1. Trifft dieser Sachverhalt zu?

Wenn ja:

2. Wie stellt sich der Bundesrat zu dieser Meldung?

3. Wie verhält sich dieser Besuch mit dem Grundsatz der Vertraulichkeit der archivierten Dokumente, mit dem Persönlichkeitsschutz sowie mit dem Gebot der Rechtsgleichheit?

Bundespräsident **Koller**: Zu den Fragen 64 bis 67: Der Bundesrat hat über die Medienkontakte des Sonderbeauftragten keine besonderen Richtlinien erlassen. Die Informationspolitik muss auch hier von den Grundsätzen der ausreichenden Information und der Gleichbehandlung der Medienvertreter geprägt sein.

Der Bundesrat ist der Auffassung, dass zur Wiedergewinnung des Vertrauens auch eine angemessene Information der Öffentlichkeit notwendig ist. Die Mitnahme von Drittpersonen in Amtsräume ist grundsätzlich mit dem Amtsgeheimnis vereinbar. Erst der Einblick in Registraturkarten von Dritten oder in einzelne Gesuche könnte eine Verletzung darstellen.

Beim Besuch wurde den beiden Medienvertretern kein Einblick in Tatsachen gegeben, die dem Amtsgeheimnis unterstehen.

Der Sonderbeauftragte führt zu dem in den vier Fragen angeführten Vorfall aus, dass er an der Pressekonferenz des letzten Montags von einem Fotografen ersucht wurde, die Aktenübergabe in den Räumen der Bundesanwaltschaft im Bild festhalten zu lassen. Der Sonderbeauftragte entschied positiv, sagte aber gleichzeitig den anwesenden Journalisten, diese Begleitung stünde jedermann frei.

Es trifft somit nicht zu, dass in diesem Zusammenhang einem anderen Journalisten der Zutritt verweigert worden wäre. Die betreffende Agentur hat dies zu unseren Händen auch schriftlich bestätigt.

Nun noch zur Frage der Vereinbarkeit: Nationalrat Moritz Leuenberger hat leider heute morgen – vor allem angesichts der rechtlichen Bedenken, die in einem Gutachten der Parlamentsdienste zuhanden des Büros geäussert worden sind – auf das Mandat verzichtet. Der Bundesrat hat mit grossem Bedauern von diesem Schritt Kenntnis genommen, zumal es sich fragt, ob die Rechtsauffassung des Gutachters nicht auf einem Missverständnis bezüglich der Weisungsabhängigkeit bzw. nach Auffassung des Bundesrates der Weisungsunabhängigkeit des Sonderbeauftragten beim Ausscheiden der Staatsschutzakten beruht.

Der Bundesrat hat die Vereinbarkeit des Nationalratsmandates mit der Funktion des Sonderbeauftragten sorgfältig geprüft. Er hält nach wie vor an seiner Beurteilung fest. Die Botenschaft zum Bundesgesetz über die politischen Rechte hält nämlich ausdrücklich fest, dass es sich verantworten lasse, gegenüber Beauftragten, die vorübergehend sachlich beschränkte Mandate ausüben, eine gewisse Grosszügigkeit walten zu lassen. An anderer Stelle in den Materialien heisst

es, die Bekleidung eines Nationalratsmandates solle nicht verhindern, dass eine fachlich kompetente Persönlichkeit mit nebenamtlichen Vollzugsaufgaben betraut werden könne, zumal wenn diese Aufgaben jeweils bloss vorübergehend und sachlich fest umgrenzt seien. Zudem gibt es das Präjudiz des Preisüberwachers, des damaligen Nationalrats Schürmann, und dasjenige von Parlamentariern als Verwaltungsräte der Regiebetriebe.

Die GPK – das war eine weitere Frage – kann im Rahmen ihrer Aufgaben selbstverständlich auch die Arbeit des Sonderbeauftragten überprüfen.

Der Bundesrat hat heute morgen – nach Rückgabe des Mandates durch Herrn Leuenberger – Herrn Vizekanzler François Couchepin beauftragt, *ad interim*, bis zur Wahl eines neuen Beauftragten, die Funktionen des Sonderbeauftragten zu übernehmen. Es geht jetzt nach Meinung des Bundesrates vor allem darum, zugunsten unserer Bürgerinnen und Bürger raschmöglichst mit dem Versand der Fichenkopien zu beginnen.

Frage 68:

Cincera. Nationalrat und Sonderbeauftragter des Bundesrates

Double charge assumée par le conseiller national Moritz Leuenberger

Herr Nationalrat Moritz Leuenberger wurde vom Bundesrat zum Sonderbeauftragten für die Staatsschutzakten gewählt. Gleichzeitig ist er noch für einige Zeit Präsident der Puk 1. Ich bitte den Bundesrat um die Beantwortung folgender Fragen:

– *Wie beurteilt der Bundesrat die Frage der Vereinbarkeit dieser beiden Aufgaben?*

– *Hat der Sonderbeauftragte über seine Arbeit der GPK Rechenschaft abzulegen?*

Le président: En ce qui concerne cette question, je tiens à vous informer au nom du Bureau des éléments suivants: Le Bureau s'est réuni en séance ordinaire tout à l'heure. A cette occasion, il a pris acte de la décision de M. Leuenberger Moritz qui a été communiquée à votre président ce matin à 10 h 50. Dans ces conditions et tout en le regrettant, le Bureau ne s'est pas prononcé sur la question de l'incompatibilité ou non entre le mandat de conseiller national et la fonction de préposé spécial aux fiches. Etant donné l'importance du problème, il est décidé à le reprendre afin que nous ne soyons plus mis devant une telle situation.

Frage 69:

Fankhauser. Teuerungskämpfung. Massnahmen im Konsumkreditwesen

Lutte contre le renchérissement. Mesures touchant au crédit à la consommation

Die wachsende Teuerung lässt nach Gegenmassnahmen rufen, insbesondere zugunsten von Menschen in bescheidenen Einkommensverhältnissen. Für sie hat sich die Situation durch die Mietzinserhöhungen und Preiserhöhungen bei Grundnahrungsmitteln, unter anderem Brot und Milch, massiv verschlechtert. Die Gefahr, dass solche Leute ihre Situation mit Krediten überbrücken wollen, ist gross. Damit wird aber die sattsam bekannte Kleinkreditmisere verschärft.

Ist der Bundesrat bereit, ähnliche Massnahmen zu ergreifen wie im Jahre 1972/1973, als ein Bundesbeschluss über Massnahmen auf dem Gebiet des Kreditwesens verabschiedet wurde?

Bundespräsident Koller: Die von Frau Fankhauser angesprochenen Regeln zur Beschränkung der Kleinkredit- und Abzahlungsgeschäfte wurden 1973 im Rahmen der sogenannten Konjunkturdämpfungsmassnahmen erlassen. Ziel dieser rechtlichen Vorschriften war es, die inflatorische Aufblähung der Geldmenge zu bekämpfen. Solche Massnahmen stehen gegenwärtig nicht zur Diskussion. Was eine allfällige Gesetzgebung mit sozialpolitischer Zielrichtung betrifft, so ist daran zu erinnern, dass das Parlament den Vorschlag zu einem Konsumkreditgesetz im Dezember 1986 nach achtjähriger Beratung abgelehnt hat. Inzwischen sind gewisse, damit zusammenhängende Fragen im UWG, vor allem betreffend Transpa-

renz der Kreditbedingungen und Beschränkung der Werbetätigkeit, geregelt worden, oder sollen, wie die Frage des Verbots der Lohnzession und Lohnverpfändung, bald normiert werden.

Question 70:

Spielmann. Amerikanischer Betrüger in der Schweiz

Escroc américain en Suisse

Selon une information de l'ATS datée du 14 mars 1990, un ancien dirigeant d'une banque d'Etat, un escroc américain, aurait élu domicile dans notre pays et déposé plus de 33 millions de francs dans deux grandes banques.

Comment est-il possible à un escroc figurant parmi les quinze personnes les plus recherchées aux Etats-Unis de se déplacer dans notre pays et de déposer de telles sommes dans nos banques en toute impunité?

Bundespräsident Koller: Bei der fraglichen Person handelt es sich um den amerikanischen Staatsbürger Tom Billman. Die amerikanische Botschaft in Bern hat beim dafür zuständigen Bundesamt für Polizeiwesen am 8. Februar 1989 ein Fahndungersuchen eingereicht. Dem Ersuchen wurde unverzüglich entsprochen. Leider fehlen bisher konkrete Anhaltspunkte über den Verbleib des Gesuchten. Würden Informationen über dessen angeblichen Aufenthalt in der Schweiz an die fahndenden Behörden weitergeleitet, könnte Herr Billman sofort in Auslieferungshaft genommen werden.

Frage 71:

Leuenberger-Solothurn. Fichen ins Bundesarchiv

Transfert des fiches aux Archives fédérales

Alt Bundesrichter Professor Haefliger hat sich erneut gegen die Vernichtung der Fichen und für die Ueberführung ins Bundesarchiv ausgesprochen. Ist der Bundesrat bereit, diesen Rat zu befolgen?

Bundespräsident Koller: Der Entscheid über die Archivierung wertvoller Akten oder über die Vernichtung unnötiger Akten ist Sache des Bundesrates. Er hat in der Verordnung über die Behandlung von Staatsschutzakten des Bundes den Sonderbeauftragten angewiesen, nicht mehr benötigte Akten grundsätzlich zu vernichten, es sei denn, sie bilden Gegenstand eines Einsichtsgesuches oder eines Rechtsprechungsverfahrens.

Frage 72:

Rechsteiner. Einsicht in Staatsschutzakten

Sécurité de l'Etat. Droit de regard sur les dossiers

Die bundesrätliche Verordnung vom 5. März 1990 möchte die Einsicht in die heute bestehenden Staatsschutzakten des Bundes auf diejenigen Gesuche beschränken, welche bis zum 31. März 1990 eingereicht werden (Artikel 9).

Ist der Bundesrat nicht auch der Ansicht, dass die Einsicht in die bestehenden Staatsschutzakten nicht einfach kurzfristig eingeschränkt werden darf, wenn es sich beim Einsichtsrecht um ein Recht handelt (und das Einsichtsrecht ist ein Recht und nicht ein Gnadenakt des Obrigkeitsstaates)?

Ist er gegebenenfalls bereit, die Verordnung entsprechend anzupassen?

Bundespräsident Koller: Das Einsichtsrecht in Akten, die eine bestimmte Person betreffen, bezieht sich auf den jeweiligen Stand der Daten. Die Pflicht der Verwaltung, die Daten zu aktualisieren, damit sie immer den Tatsachen entsprechen, verlangt auch die Aenderung oder Löschung nicht mehr zutreffender Daten. Das Einsichtsrecht wird durch den erwähnten Termin für Einsichtsgesuche nicht beschränkt. Es geht nur um die zeitliche Abfolge der Einsichtsgewährung und Datenbereinigung. Im Interesse einer möglichst raschen Wiederherstellung ordnungsgemässer Zustände ist der Bundesrat ausserstande, auf diesen Stichtag zu verzichten. Nach der Bereinigung der Akten ist die Einsicht nach Massgabe der dann zum geltenden Datenschutzregeln selbstverständlich wieder möglich.

Rechsteiner: Nach dem Puk-Bericht und aufgrund der seither gewonnenen Erkenntnisse haben die Staatschutzbehörden und die politische Polizei während Jahrzehnten Akten und Daten angelegt, die tief in den grundrechtlich geschützten Bereich der Bürgerinnen und Bürger eingegriffen haben. Nun soll die Einsicht in die bestehenden Akten und Daten an Gesuche bis zum 31. März 1990 beschränkt werden. Das kann doch nicht angehen, wenn es sich beim Akteneinsichtsrecht wirklich um ein Recht handelt. Es geht dann höchstens darum, dass der Täter, nämlich der Bund, die Spuren beispielsweise für allfällige Schadenersatzbegehren verwischt. Auch unter diesem Aspekt ist doch dieser Termin unhaltbar.

Bundespräsident Koller: Mit diesem Datum wird allein die Frage geregelt, bis wann Einsichtsgesuche in überholte, unnötige Akten gestellt werden müssen. Diese überholten, unnötigen, zu nichts mehr tauglichen Akten müssen wir doch irgendwann einmal bereinigen, und deshalb haben wir diesen Termin festgelegt. Selbstverständlich bleibt das Einsichtsrecht für alle Akten, die unter irgendeinem Titel des Staatschutzes oder auch für Verantwortlichkeitsklagen gebraucht werden, nach wie vor gewahrt, und sie stehen den Einsichtsberechtigten auch nachher noch zur Verfügung.

Frage 73:

Rechsteiner. Freizügigkeit der beruflichen Vorsorge

Prévoyance professionnelle. Libre-passage

Darf ich den Bundesrat bitten, darüber zu informieren, wie weit die Vorarbeiten zur Verwirklichung der vollen Freizügigkeit auf Gesetzesstufe inzwischen gediehen sind? Wann darf die Botschaft erwartet werden?

Bundespräsident Koller: Die interdepartementale Arbeitsgruppe hat Ende letzten Jahres ihren Bericht fristgerecht eingereicht. Er enthält neben einer Problemanalyse und Berechnungen über die mit der Einführung einer vollen Freizügigkeit anfallenden Kosten auch einen ausformulierten Gesetzesentwurf mit Erläuterungen. Der Bericht wird demnächst in der Eidgenössischen Kommission für die Berufliche Vorsorge diskutiert. Eine Stellungnahme der BVG-Kommission ist auf Ende Mai zu erwarten. Aufgrund der gegenwärtigen Planung wird in der zweiten Hälfte dieses Jahres ein Entwurf in die Vernehmlassung gehen; in der zweiten Hälfte des nächsten Jahres soll dann den eidgenössischen Räten eine Botschaft unterbreitet werden.

Rechsteiner: Ich bin leider zu einer Zusatzfrage gezwungen. Anerkennt der Bundesrat, dass es sich bei der Herstellung der vollen Freizügigkeit in der beruflichen Vorsorge um ein dringliches Problem handelt und dass deshalb die Gesetzgebungsarbeiten beschleunigt werden sollten, damit die eidgenössischen Räte schon vor dem von Ihnen genannten Termin nächstes Jahr über eine Verbesserung befinden können?

Bundespräsident Koller: Ich beschleunige in meinem Departement sehr viele Gesetzgebungsprojekte. Ich habe das Bodenrecht beschleunigt. Ich komme heute abend mit den zuständigen Instanzen des Parlaments zusammen wegen einer beschleunigten Behandlung des neuen Asylbeschlusses in der Junisession. Aber Sie wissen so gut wie ich: ad impossibile nemo tenetur. Wir tun unser Mögliches. Das ist die Planung für diese schwierige Vorlage, die ich Ihnen jetzt unterbreite habe.

Frage 74:

Scherrer. Einsatz von Asylbewerbern im Wald

Déblaiement des forêts sinistrées. Aide des demandeurs d'asile
Orkanartige Stürme haben in den Schweizer Wäldern grosse Verwüstungen angerichtet. Dringlichste Aufgabe ist es, das Wurfholz zu entfernen. Ein Problem liegt in der Beschaffung von Arbeitskräften, um die Arbeiten so rasch wie möglich durchzuführen.

Sieht der Bundesrat eine Möglichkeit, auf die Kantone einzuwirken, dass diese Asylbewerber, welche nicht beschäftigt sind, zur Mithilfe bei den Aufräumarbeiten heranziehen?

Bundespräsident Koller: Die Durchführung von Beschäftigungsprogrammen wird in Artikel 20b Absatz 3 Asylgesetz sowie in Artikel 18 Asylverordnung geregelt. Der Bund fördert diese Aktivitäten und hat in diesem Zusammenhang eine ausführliche Wegleitung zuhanden der Organisatoren von Beschäftigungsprogrammen erstellt. Eine weitergehende Möglichkeit, auf die Kantone einzuwirken und sie dazu anzuhalten, Programme für Aufräumarbeiten durchzuführen, besteht nicht. Der Bundesrat würde es aber sehr begrüßen, wenn in den Kantonen mehr derartige öffentliche Beschäftigungsprogramme realisiert würden.

Frage 75:

Lanz. Militärische Flüge über bewohntem Gebiet

Volts militaires au-dessus de régions habitées

Der Absturz eines «Vampire» im Wohngebiet der Gemeinde Emmen vom 13. März 1990 veranlasst mich zu folgenden Fragen:

– Hält es der Bundesrat für verantwortbar, Flugschüler ihre Schulungs- und Übungsflüge über Wohngebieten ausführen zu lassen?

– Gedenkt der Bundesrat Vorkehrungen zu treffen, die das Unfallrisiko – verursacht durch obige Flüge – für die Bevölkerung dieser Wohngebiete verringern könnten?

Bundesrat Villiger: Es hätte selbstverständlich Vorteile, wenn die Schulungs- und Übungsflüge ausschliesslich über unbewohntem Gebiet durchgeführt werden könnten. Weil es aber in der Schweiz – mit Ausnahme der Hochgebirgsgegenden – nur noch mehr oder weniger dicht besiedelte Gebiete gibt, ist dies leider nicht möglich.

Die Pilotenausbildung ist aus Gründen der Flugsicherheit und der optimalen Kontrolle des Luftraumes an die um die Militärflugplätze herum errichteten Flugplatzverkehrszonen gebunden. Diese liegen entsprechend den Standorten der Militärflugplätze durchwegs in der Nähe von Wohngebieten. Daran wird sich nichts ändern lassen.

Der «Vampire» wird seit 30 Jahren in der Pilotenausbildung eingesetzt. Der glücklicherweise glimpflich abgelaufene Absturz in Emmen geschah im Rahmen der Umschulung der Pilotenschüler auf dieses Flugzeug. Es handelte sich dabei um den ersten Vorfall – in 30 Jahren! – im Zusammenhang mit einer besonderen, aber an sich ungefährlichen Flugübung. Ab diesem Sommer werden die Pilotenschüler auf dem neuen Jet-Schulflugzeug Hawk ausgebildet, das bezüglich Flugeigenschaft, Flugeistung und Flugsicherheit den heutigen Anforderungen entspricht. Die notwendigen Uebungen in den Geschwindigkeitsgrenzbereichen erfolgen ausschliesslich am Doppelsteuer. Dadurch wird sich die Sicherheit für alle Beteiligten weiter erhöhen.

Frage 76:

Daep. Zulassung angehender Rekruten zur Eignungsprüfung

Admission des futures recrues aux examens d'aptitude

Für die Zulassung zu einigen Waffengattungen und Dienstfunktionen (z. B. Lastwagen- und Panzerfahrer) führt das EMD vorgängig der Aushebung Eignungsprüfungen durch. Da sich meist weit mehr Anwärter zu den Eignungsprüfungen anmelden, als die Armee für die betreffenden Funktionen benötigt, werden die Bewerber einer Vorselektion unterzogen. Den abgelehnten Bewerbern wird dies in einem Standardbrief mitgeteilt, der als einzige Begründung enthält, man könne «aus Kostengründen nicht wahllos Kandidaten zur Eignungsprüfung aufbieten».

Hält der Bundesrat diese lakonische Abfertigung von motivierten und einsatzfreudigen Stellungspflichtigen gerade in der heutigen Zeit nicht auch für unglücklich? Sollte man diesen jungen Leuten bei ihrem ersten Kontakt mit der Armee nicht etwas entgegenkommender begegnen und ihnen zumindest eine überzeugende Begründung abgeben?

Bundesrat Villiger: Die Eignungsprüfungen für Stellungs-pflichtige, die Frau Daepf anspricht, werden vom Bundesamt für Transporttruppen und von der Kriegsmaterialverwaltung durchgeführt. Den Entscheid, ob ein Interessent zu einer solchen Prüfung aufgebeten wird, treffen die Aushebungsorgane, und zwar aufgrund bestimmter Kriterien wie die Zahl der für eine bestimmte Funktion auszubildenden Rekruten, Beruf eines Kandidaten usw. Die Angebote übersteigen bei weitem den Bedarf. Interessenten, die nicht zu den Prüfungen aufgebeten werden können, erhalten einen Brief, in dem ihnen die ablehnenden Gründe erklärt werden.

Frau Nationalrätin Daepf spricht mir aus dem Herzen, wenn sie fordert, dass Briefe aus den Amtsstuben meines Departements gelegentlich etwas publikumsfreundlicher abgefasst werden dürften und sollten. Dies trifft insbesondere auch dann zu, wenn Jugendliche zum erstenmal mit der Armee in Berührung kommen. Ich habe mir ein Exemplar des fraglichen Briefes zeigen lassen. Zuerst war ich auch sehr kritisch, als ich nur Ihren Auszug gesehen habe. Ich muss aber sagen, dass dieser Brief doch recht freundlich abgefasst ist, und von einer lakonischen Abfertigung möchte ich deshalb nicht sprechen. Ich kann Ihnen verraten, dass im EMD gegenwärtig eine Aktion in Vorbereitung ist, die sich mit dem Stichwort «Bitte recht freundlich» charakterisieren lassen dürfte. Ich stelle Ihnen gerne den ganzen Brief zur Verfügung, falls Sie das wünschen, Frau Daepf.

Frau Daepf: Besten Dank für die nette Antwort. Die Anfrage ist meines Erachtens aber nur teilweise beantwortet. Spätestens seit der letzten Abstimmung über die Armee sollte uns allen klar sein, dass wir mit unserer jungen Generation, die noch nie einen Krieg erlebt hat, punkto Armeeprobleme sorgfältig umgehen sollten.

Meine Nachfrage lautet: Ist es heute tatsächlich nicht möglich, mit unseren modernen methodisch-didaktischen Erkenntnissen und Hilfsmitteln eine kostengünstige Vorprüfung für alle Interessenten durchzuführen? 19jährige sind heute bereits Persönlichkeiten, und sie haben bestimmt das Anrecht, wenigstens eine stichhaltige Antwort zu erhalten. Ist der erste Kontakt mit dem EMD derart niederschmetternd und werden sie nur mit einem Schreiben abgefertigt, müssen wir nicht erstaunt sein, wenn wir nicht freundliche, sondern lustlose Rekruten erhalten.

Sie wissen selber, dass ich persönlich armeerfreundlich gestimmt bin, aber ich hoffte bis jetzt, dass immer der Mensch und nicht die Maschine im Mittelpunkt steht.

Bundesrat Villiger: Frau Nationalrätin Daepf, ich kann Ihnen im Moment nicht mehr sagen. Das Angebot übertrifft – zum Glück, muss ich sagen – die Nachfrage, und wir müssen irgendwelche Kriterien einführen. Ich gebe Ihnen Recht, dass in diesem Brief das Wort «wahllos» vielleicht nicht so glücklich gewählt ist, aber sonst ist der Brief überaus freundlich abgefasst.

Ich teile aber Ihre Meinung, dass wir alles daran setzen müssen, die ersten Kontakte mit unseren jungen Leuten positiv zu fassen. Ich glaube, man hat hier auch sehr grosse Fortschritte gemacht. Es gibt heute Tonbildschauen bei der Aushebung, die Leute haben grössere Wahlmöglichkeiten, können sich zuvor besser informieren. Es ist natürlich denkbar, dass in einem so grossen Organismus noch nicht alles ganz so abläuft, wie wir es gerne hätten. Sie fügen zu Recht bei, dass auch die Ausbildungsmethodik mit den neuen Methoden, die man heute hat, verbesserungsfähig ist.

Sie wissen, dass eine Arbeitsgruppe daran ist, alle diese neuen Ideen zu prüfen. Wir werden auch in Zukunft wahrscheinlich Mittel umlagern in die Ausbildung, in Simulatoren, in verbesserte Methoden, in verbesserte Bewirtschaftung auch der Waffenplätze, so dass ich doch die Hoffnung habe, dass sich Fortschritte erzielen lassen.

Im übrigen darf ich Ihnen aber sagen: Ich habe jetzt die ersten Rekrutenschulen besucht. Die jungen Leute sind durchaus gut motiviert und machen mir sehr viel Freude.

Question 77:

Spielmann. Verhandlungen über den Beitritt zum IWF Adhésion au FMI. Etat des pourparlers

Les conditions de l'adhésion de notre pays au Fonds monétaire international ont été traitées au cours d'une rencontre officielle entre notre ministre des finances et le directeur exécutif du FMI. Quel est l'état et la nature des négociations en cours?

Bundesrat Stich: Bei seinem Arbeitsbesuch vom 13. März in Bern orientierte ich Herrn Camdessus über die Gründe, welche den Bundesrat bewogen haben, das Beitrittsdossier zu öffnen, und über die Argumente, welche unserer Ansicht nach die Einsitznahme der Schweiz in den Exekutivgremien des Währungsfonds und der Weltbank rechtfertigen und erfordern.

Verhandlungen über den Kapitalanteil im Währungsfonds, die sogenannte Quote, wurden keine geführt. Der geschäftsführende Direktor des Währungsfonds ist hierfür nicht der richtige Ansprechpartner, denn es sind die Mitgliedstaaten, die über die Höhe der schweizerischen Quote entscheiden werden. Zu diesem Zweck führen Herr Lusser und ich im Auftrage des Bundesrates zurzeit exploratorische Gespräche mit den Finanzministern und den Notenbankgouverneuren vorerst der Zehnergruppe, um die Unterstützung für eine angemessene Quote zu erhalten, die der Schweiz die permanente Vertretung in den Exekutivräten der Bretton-Woods-Institutionen erlauben würde.

Ueber die Ergebnisse dieser Kontakte wird das Parlament nach Abschluss der Gespräche in geeigneter Form informiert werden.

Frage 78:

Loeb. Direkte Bundessteuer. Vorauszahlungszins Impôt fédéral direct. Taux d'intérêt applicable aux paiements

Bei der direkten Bundessteuer wird bei den jetzt versandten Steuerrechnungen ein Vorauszahlungszins von 3,5 Prozent angeboten. Ich frage den Bundesrat an, ob er nicht auch der Ansicht ist, dass dieser Zinssatz beim heutigen Zinsniveau viel zu tief ist, warum dieser nicht angepasst wurde und was für Folgen ein zu tiefer Zinssatz auf die Tresorerie des Bundes haben wird?

Bundesrat Stich: Der Vergütungszins für die Vorauszahlung der direkten Bundessteuer wird jeweils im März oder April des ersten Jahres jeder Steuerperiode festgelegt, für welches der Zinssatz zur Anwendung kommen soll. Da die Kantone den Satz des Verspätungs- und auch des Vergütungszinses bereits zu Beginn der Steuerperiode kennen müssen, musste für diese Periode der Satz bereits 1989 festgesetzt werden.

Auch dies ist ein Nachteil der zweijährigen Veranlagung, der aber in Kauf genommen werden muss.

Question 79:

Meizoz. «Kassensturz»-Sendung vom 5. März 1990 über Geldwäscherei durch Lebensversicherungen Emission «Kassensturz» du 5 février 1990 sur le blanchiment d'argent par des assureurs-vie

L'émission «Kassensturz» ayant révélé que des assureurs-vie aidaient leurs clients à recycler de l'argent non déclaré au fisc, le Conseil fédéral est invité

– à faire connaître son estimation des avoirs dissimulés au fisc par le biais des comptes de dépôt de primes;

– à dire si la base légale existe qui lui permet d'obtenir des assureurs-vie qu'ils fournissent la liste des personnes bénéficiaires de telles pratiques;

– à préciser, le cas échéant, s'il entend déclencher les procédures utiles en vue de découvrir puis de poursuivre les fraudeurs?

Bundesrat Stich: Es ist zurzeit noch nicht bekannt, wie viele hinterzogene Gelder in Prämiendepots angelegt wurden. Das werden die Untersuchungen zeigen, welche die Kantone für ihre eigenen Steuern wie auch für die direkte Bundessteuer vornehmen müssen.

Das Bundesamt für Privatversicherungswesen kann jedes die-

ser Prämiendepots einsehen und prüfen, ob es versicherungstechnisch richtig behandelt wird. Es ist jedoch nicht Aufgabe dieses Amtes, zuhanden der Eidgenössischen Steuerverwaltung und der kantonalen Steuerbehörden abzuklären, inwieweit die betroffenen Depotinhaber ihrer Steuerpflicht nachgekommen sind.

Hingegen eröffnet der Beschluss über die direkte Bundessteuer die Möglichkeit, die Identität der Depotinhaber zu ermitteln. Die Steuerbehörden werden prüfen müssen, ob diese ihre Prämiendepots sowie die daraus anfallenden Zinsen ordnungsgemäss deklariert haben. Gestützt auf Artikel 89 Absatz 2 des genannten Beschlusses sind die Versicherungsgesellschaften im Rahmen einer Veranlagung gehalten, der Behörde auf deren Verlangen die Namen der Personen bekanntzugeben, mit denen sie Rechtsgeschäfte getätigt haben. Ferner sind die Lebensversicherungsgesellschaften verpflichtet, über ihre vertraglichen Beziehungen zu diesen Personen und die gegenseitigen Leistungen und Ansprüche Auskunft zu erteilen. Diese Auskünfte dürfen sodann auch bei der Veranlagung der Prämiendepotinhaber verwendet werden. Ich kann dem Fragesteller versichern, dass die Eidgenössische Steuerverwaltung in Zusammenarbeit mit den kantonalen Steuerverwaltungen alle Mittel ausschöpfen wird, um Steuerrückstellungen aufzudecken und zu ahnden.

Frage 80:

Schüle. Fichen im Finanzdepartement Fiches du Département des finances

Ist der Departementsvorsteher noch immer davon überzeugt, dass im Finanzdepartement keine Fichen und Karteien angelegt sind, die – zum Beispiel in der Oberzolldirektion oder Eidgenössischen Steuerverwaltung – der Erfassung bestimmter Personen bzw. -reise und der Festhaltung ihrer Verhalten dienen?

Bundesrat **Stich:** Diese Frage kann ich sehr einfach beantworten: Ja, Herr Nationalrat.

Schüle: Die Botschaft hör' ich wohl, und ich will sie glauben. Aber ich gestatte mir doch die Zusatzfrage: Gibt es denn tatsächlich keine Liste – oder keine Liste mehr – im Finanzdepartement beispielsweise derjenigen Steuerpflichtigen, die 1968 das Verfahren über die Steueramnestie in Anspruch genommen haben?

Bundesrat **Stich:** Ich kann Herrn Schüle versichern, dass wir 115 Datenkarteien haben mit insgesamt 29 Millionen Personaldaten. Was im Einzelfall darinsteht, weiss ich nicht, aber für uns ist selbstverständlich, dass wir die Akten mindestens zehn Jahre aufbewahren. Was damals gewesen ist, ist erledigt, das hat keine Rechtswirkungen mehr, wo immer Sachen noch aufbewahrt seien, bei uns oder im Bundesarchiv.

Persönliche Erklärung – Déclaration personnelle

Leutenegger Oberholzer: Die Abstimmungskampagne des Bundesrates zur Kleeblatt-Initiative und zur Initiative «Stopp dem Beton» ist meines Erachtens irreführend, undemokratisch und auch staatspolitisch fragwürdig. Ich bedaure es ausserordentlich, dass die Beantwortung der Fragen nicht so angesetzt worden ist, dass die entsprechenden Fragen noch in einer Fragestunde vor dem 1. April beantwortet werden konnten. Ich hoffe, dass die Beantwortung der schriftlichen Anfragen im Laufe dieser Woche seriöser sein wird als die Abstimmungserläuterungen zu den beiden Initiativen.

Le président: Je signale que les textes des réponses aux questions non traitées seront distribués mercredi sous la même forme que les questions ordinaires. Je suis forcé de vous rendre attentifs à l'article 71a qui dit que nous devons consacrer 90 minutes au plus à l'heure des questions et que l'ordre des questions est dicté par l'ordre des départements qui a toujours été celui que nous suivons. Il n'y avait donc véritablement là aucune intention de la part de quiconque. Je vous suggère, si véritablement vous estimez que le temps

pour les questions individuelles n'est pas suffisant, de faire un amendement lors de la discussion de notre règlement en deuxième lecture.

Question 81:

Pini. Handelskammer Schweiz-UdSSR Chambre de commerce Suisse-URSS

Le Conseil fédéral ne juge-t-il pas le moment opportun pour proposer aux milieux intéressés de l'économie privée, notamment par l'intermédiaire de la représentation départementale au sein de la communauté d'intérêts, la création d'une chambre de commerce Suisse-URSS visant notamment à faciliter les rapports commerciaux et industriels entre les entreprises moyennes des deux pays?

Réponse écrite du Conseil fédéral

La création d'une Chambre de commerce en Suisse est l'affaire des milieux privés. Le Conseil fédéral est cependant prêt à donner l'avis que lui demande M. le conseiller national Pini. La communauté d'intérêt Suisse-Union soviétique dont fait mention la question est une association du droit privé, composée de représentants des milieux économiques suisses (130 entreprises et associations couvrant les domaines des machines, de la pharmacie, de l'horlogerie, des textiles et des banques). Elle est l'interlocuteur reconnu des ministères économiques d'URSS.

En raison de son existence, la création d'une chambre de commerce ne s'impose pas dans les circonstances actuelles. Une nouvelle organisation risquerait de faire double-emploi et de desservir les intérêts des entreprises suisses et ceux des services soviétiques compétents.

Le Département fédéral de l'économie publique est prêt à fournir à Monsieur le Conseiller national Pini, s'il le souhaite, des informations complémentaires orales.

Frage 82:

Stocker. Diamantenhandel mit Südafrika Commerce de diamants avec l'Afrique du Sud

Wie stellt sich der Bundesrat zur offensiven Umstrukturierung und Firmengründung des im Diamantenhandel führenden Kartells De Beers in der Schweiz?

Schriftliche Antwort des Bundesrates

Die Gesellschaft, von der Frau Stocker spricht (De Beers), hat eine Restrukturierung beschlossen, um die Gesamtheit ihrer internationalen Tätigkeit, worunter namentlich den Diamantenhandel, in einer neuen, in Luzern etablierten Holdinggesellschaft zusammenzufassen. Die südafrikanischen Tätigkeiten der Gruppe, worunter die Diamantenproduktion, werden dagegen ihren Sitz in Südafrika behalten. Die Gruppe wird somit aus zwei Untergruppen zusammengesetzt sein, die eine mit Sitz in Südafrika, welche für die südafrikanischen Tätigkeiten verantwortlich ist, und die andere mit Sitz in der Schweiz, verantwortlich für die internationalen Tätigkeiten.

Ziel der Reorganisation ist u. a. gemäss der Gruppe, grössere Transparenz bei der Führung und bei den wirtschaftlichen Ergebnissen zu erreichen sowie den Zugang zum Kapitalmarkt zu erleichtern.

Kein Land hat die Niederlassung von südafrikanischen Gesellschaften auf seinem Gebiet verboten. Auch hat kein Land Sanktionen für die Einfuhr von Diamanten aus Südafrika erlassen (mit Ausnahme der nordischen Länder, die sich an ein totales Handelsembargo gegen Südafrika halten). Deshalb bedeutet die Gründung dieser Gesellschaft, für die es keiner Bewilligung bedarf, nicht eine Umgehung von Sanktionen unserer wichtigsten Wirtschaftspartner gegenüber Südafrika.

Question 83:

Meizoz. Kartellarische Absprachen unter Banken Conventions cartellaires passées entre banques

Par un arrêt rendu le 15 février 1990, le Tribunal fédéral a refusé d'entrer en matière sur le recours que l'Association suisse des banquiers et l'Association des bourses suisses ont interjeté contre le refus du Département fédéral de l'économie publique de leur donner accès au dossier d'enquête de la commission des cartels sur la concurrence dans le secteur bancaire.

Cela étant, le Conseil fédéral n'estime-t-il pas qu'il n'y a plus de motif de retarder encore le moment de se prononcer sur la question de savoir si oui ou non il y a lieu de transformer les «recommandations» de la Commission des cartels visant à faire disparaître les principales conventions cartellaires dans le secteur bancaire en «décision» du Département fédéral de l'économie publique?

Réponse écrite du Conseil fédéral

Les éventuelles décisions dont parle M. Meizoz ne relèvent pas du Conseil fédéral mais du Département fédéral de l'économie publique.

Sur le fond, ce département est en mesure de faire savoir ce qui suit.

L'instruction de cette affaire a été suspendue jusqu'à droit connu sur le recours déposé par les intéressés devant le Tribunal fédéral quant à la question de la consultation des dossiers de la Commission des cartels.

Le Tribunal fédéral ayant tranché, l'instruction a été reprise et sera conduite dans des délais utiles. Par instruction, il faut comprendre diverses auditions, par le Département fédéral de l'économie publique, de la Commission des cartels et des milieux intéressés. C'est à l'issue de cette instruction que le département décidera quant à la transformation en décisions des recommandations de la Commission des cartels.

Frage 84:

Braunschweig. Technologie-Export für Kampfstoffproduktion

Exportation de technologies destinées à la fabrication de toxiques de combat

Die Firma Ciba-Geigy verkaufte für den Chemiekomplex mit geplanter Pestizidenfabrik in Ghazvin (Iran) die Technologie für Diazinon und deren Implementation (Insektenkontrolle), offenbar ein Millionengeschäft. Die Firma beteuerte, die Rohstoffe erlaubten keine Herstellung von Kampfstoffen. Gleichwohl verzichtete sie auf die Lieferung von Rohmaterialien oder von Zwischenprodukten. Demgegenüber schreibt der deutsche Bundesminister für Wirtschaft, ein Umbau zur Kampfstoffproduktion sei technisch nicht ausgeschlossen.

Als Folge zogen sich Firmen aus der BRD (zum Beispiel Bayer Leverkusen), aus den USA, aus Grossbritannien, aus den Niederlanden und aus Spanien zurück.

Hat der Bundesrat Gespräche mit der Firma Ciba-Geigy über militärische und aussenpolitische Auswirkungen solcher Geschäftsbeziehungen geführt, wie er es früher im vergleichbaren Fällen getan hat?

Teilt der Bundesrat die Befürchtung, dass sich solche Sturheit und «Geschäftstüchtigkeit» für die schweizerische Exportindustrie und für unser Land nachteilig auswirkt?

Schriftliche Antwort des Bundesrates

Der Bundesrat hat den Einsatz von chemischen Kampfstoffen wiederholt verurteilt. Er ist überzeugt, dass allein eine weltweite Konvention, welche die Zerstörung sämtlicher Lager und Fabrikationsanlagen für chemische Waffen verlangt sowie Massnahmen gegen eine Wiederaufnahme der Herstellung vorsieht, das Problem der chemischen Waffen lösen kann.

Hinsichtlich des vom Interpellanten erwähnten Projektes im Iran bestätigte uns die betroffene Firma, dass sie 1983 mit einem iranischen Unternehmen einen Vertrag abgeschlossen hatte. Dieser Vertrag sah die Abtretung von Know-how für die Produktion des Insektizides «Diazinon» vor. Die Bundesbehörden wurden seinerzeit nicht konsultiert, da hierfür keinerlei gesetzliche Verpflichtung bestand.

Auf der Basis folgender Ueberlegungen sah sich die Firma ebensowenig veranlasst, die Bundesbehörden zu informieren:

- das iranische Projekt sah die Produktion von chemischen Erzeugnissen vor, die der Iran zuvor importierte;
- weder die Rohmaterialien noch die Halbfabrikate, noch das Endprodukt können zur Herstellung chemischer Kampfstoffe verwendet werden;

– das abgetretene Produktionsverfahren erlaubt einzig die Herstellung des «Diazinon»;

– die Halbfabrikate sind auf keinerlei Exportkontroll-Liste aufgeführt und auf dem Weltmarkt frei erhältlich.

Question 85:

Cavadini. Crossair-Flüge Lugano-Florenz Vols de Crossair entre Lugano et Florence

Fin décembre 1989, les autorités italiennes ont suspendu d'un jour à l'autre, en invoquant des motifs de réciprocité, les vols quotidiens assurés par Crossair entre Lugano et Florence. Cette décision est parfaitement injustifiée si l'on considère le succès qu'ont eu ces liaisons aériennes pendant leur année et demie d'existence. Un péril semblable pourrait menacer la liaison Lugano-Venise. Cette situation ne s'étant pas débloquée, je demande au Conseil fédéral:

– quelles démarches il a entreprises auprès des autorités italiennes pour les inciter à revenir sur leur décision et autoriser la reprise des vols Lugano-Florence;

– quelles sont selon lui les chances de parvenir prochainement à un accord sur le rétablissement des vols pour Florence et pour éviter une suspension analogue des liaisons avec Venise?

Réponse écrite du Conseil fédéral

1. Les autorités italiennes ont délivré à Crossair une autorisation d'exploiter, dès le 1er novembre 1989, la ligne Lugano-Florence. Elle était valable d'abord pour 14 jours seulement, puis pour des périodes d'une semaine. Le 22 décembre, elles l'ont suspendue du jour au lendemain bien que, à la même date, l'Office fédéral de l'aviation civile se soit déclaré prêt à tout mettre en oeuvre pour que la compagnie italienne puisse, à titre de réciprocité, exercer les droits de trafic sur la ligne Florence-Lugano.

Par la suite, Crossair a cessé tout service sur cette ligne. Il a fallu clarifier la situation due au bruit aux alentours de l'aérodrome de Lugano-Agno et mener des pourparlers à ce sujet avec la ville de Lugano, exploitante de l'aérodrome, et avec les communes riveraines. Les 10 et 11 avril prochains, des négociations auront lieu à Rome avec les autorités aéronautiques italiennes. Elles porteront sur l'avenir des relations bilatérales en matière de trafic aérien. On espère non seulement régler les problèmes en suspens, mais encore trouver une solution satisfaisante à celui que pose la réouverture de la ligne Lugano-Florence.

2. Du point de vue des droits de trafic exercés à titre de réciprocité, la desserte de la ligne Lugano-Venise par Crossair équivaut à l'exploitation des lignes Olbia-Genève et Olbia-Zurich par la compagnie italienne Alisarda. Il est donc hors de question de supprimer, même momentanément, la liaison Lugano-Venise.

Question 86:

Rohrbasser. Spezialtarif für politische Werbung PTT. Tarif spécial réservé à la propagande politique

Selon les directives concernant le tarif spécial réservé à la propagande politique, il faut que le nom du parti figure sur le document distribué dans toutes les boîtes aux lettres par les PTT pour bénéficier du tarif préférentiel.

Le responsable des PTT de Bienne a refusé de faire bénéficier un comité interparti de ces avantages.

Qu'en pense le Conseil fédéral?

Réponse écrite du Conseil fédéral

Le tarif préférentiel introduit en 1972 s'applique aux envois sans adresse, déposés par des partis politiques. Ont droit à ce tarif les partis suisses, cantonaux ou communaux.

L'application de ces dispositions n'est pas toujours facile pour le personnel des PTT. C'est pourquoi la Direction générale de l'Entreprise des PTT a édicté une instruction selon laquelle les envois ou le bordereau de dépôt doivent porter le nom du parti politique qui dépose les envois.

Dans la mesure où, dans le cas présent, il a été prouvé que l'expéditeur est un parti politique et que le nom de celui-ci figure sur le bordereau de dépôt, les envois ont été acceptés à tort à un tarif plus élevé. La mention indiquant qu'il s'agissait

d'un envoi expédié par un comité interparti donne à penser que le tarif préférentiel n'a pas été accordé parce que l'expéditeur n'était pas présenté comme un parti mais comme un comité. La Direction générale de l'Entreprise des PTT est volontiers disposée à examiner cette affaire à condition qu'on lui soumette les documents nécessaires.

Frage 87:**Leuenberger-Solothurn. Druckausübung auf die SDA
Pressions officielles sur des collaborateurs de l'ATS**

In Zeitungsberichten steht, der Pressechef des EVED habe erpresserischen Druck auf die Mitarbeiter der SDA ausgeübt. Wie will der Bundesrat inskünftig solche Druckausübung verhindern?

Wie stellt sich der Bundesrat staatsunabhängige Medien vor?

Schriftliche Antwort des Bundesrates

Die Rolle eines Pressechefs liegt auch in der Verbreitung von Informationen über die Geschäfte des Departementes. Die Schweizerische Depeschagentur hat eine Pressekonferenz mit einer Regierungsrätin, vier Regierungsräten, einem Ständerat und einem Bundesrat als lokales Ereignis eingestuft. Von einer Berichterstattung hat die SDA deswegen abgesehen. Der Pressechef des EVED war mit dieser Beurteilung nicht einverstanden. Kann man ihm das verargen? Er ist dabei aber etwas zu weit gegangen und hat von «verschrzten Sympathien» gesprochen.

Der Betroffene bedauert diesen Ausrutscher. Von einem erpresserischen Druck kann deswegen aber keine Rede sein. Der Bundesrat steht nach wie vor für unabhängige Medien ein.

Frage 88:**Diener. Druckausübung auf die SDA
Pressions officielles sur l'ATS**

Stimmt der Bericht, dass die Presseabteilung des EVED bei der Schweizerischen Depeschagentur (SDA) intervenierte, weil diese auf eine Berichterstattung über eine Veranstaltung gegen die Kleeblatt-Initiativen in Freiburg (an der Herr Bundesrat Ogi teilnahm) verzichtete? Der Chefredaktor Oswald Sigg sprach von einem «absolut unzulässigen Druckversuch».

Stimmt es, dass der Pressechef des EVED Druck ausübte auf die SDA mit der Drohung, eine Nichtberichterstattung könne finanzielle Konsequenzen nach sich ziehen?

Schriftliche Antwort des Bundesrates

Drei Fragen sind in dieser Sache gestellt worden. Es zeigt, wie hoch das Parlament die Pressefreiheit einschätzt. Voilà la deuxième.

Der Bundesrat verweist Sie, Frau Nationalrätin Diener, auf seine Antwort an Herrn Nationalrat Ernst Leuenberger.

Als Ergänzung ist zu erwähnen, dass die Regierungen der Kantone Zürich, Bern, Freiburg, Waadt und Neuenburg bei dem Anlass in Murten, an der Sprachgrenze, vertreten waren. Wie gesagt, man kann über die Bedeutung des Anlasses geteilter Meinung sein. Auch über die journalistischen Kriterien. Immerhin haben u. a. die «SPK», die «NZZ» und der «Bund» ausführliche Berichte geschrieben.

Wir wiederholen: Der Betroffene bedauert seinen Fauxpas. Seine Aeusserungen haben aber keinen Einfluss auf die Meinung des Bundesrates.

Frage 89:**Vollmer. SDA. Beeinflussungsversuche durch die Verwaltung
Pressions officielles sur l'ATS**

Gemäss Zeitungsberichten sollen gegenüber der Nachrichtenagentur SDA von einer Bundesstelle Berichterstattungswünsche mit Verhandlungen um erhöhte Bundesbeiträge verknüpft worden sein.

Ist der Bundesrat bereit, die Verwaltung mit allem Nachdruck anzuweisen, den Grundsätzen der Pressefreiheit widersprechende Beeinflussungsversuche zukünftig zu unterlassen?

Schriftliche Antwort des Bundesrates

Et voilà la troisième. Es handelt sich immer noch um den Anlass in Murten.

Beeinflussungsversuche, welche der Pressefreiheit widersprechen, werden vom Bundesrat nicht geduldet, Herr Nationalrat Vollmer.

Die Agenturen und Journalisten bestellen ziemlich häufig bei den Pressediensten die Reden der Bundesräte. So brauchen sie nicht unbedingt am Anlass teilzunehmen.

Wenn der Anruf fehlte, war es normal, dass der Pressedienst sich erkundigte, ob eventuell der Anlass nicht vermerkt wurde, dies im Sinne einer Dienstleistung. Der EVED-Pressedienst wurde indes aufgrund des Vorfalls angewiesen, auf solche Interventionen künftig zu verzichten.

Im übrigen wiederholen wir: Der Betroffene bedauert seinen Fauxpas.

Question 90:**Rebeaud. Initiative «Stopp dem Beton». Stellungnahme des Bundesrates****Initiative «Halte au bétonnage». Appréciation du Conseil fédéral**

Le Conseil fédéral mène une campagne très énergique contre l'initiative «Halte au bétonnage», en disant notamment que cette initiative est irréaliste et extrémiste.

Or le rapport No 29 du programme de recherche sur l'utilisation du sol en Suisse montre que l'on pourrait économiser entre 9 et 14 pour cent des surfaces actuellement consacrées au trafic routier par des mesures simples d'aménagement des chaussées et sans diminution du trafic. Ce rapport indique encore que l'augmentation du trafic prévue jusqu'en l'an 2000 peut être absorbée par le réseau routier, sans augmentation de la surface affectée au trafic.

Le Conseil fédéral a-t-il pris connaissance de ce rapport? Si oui, comment peut-il continuer d'affirmer que l'initiative «Halte au bétonnage» est irréaliste et extrémiste?

Réponse écrite du Conseil fédéral

Il va de soi que nous connaissons ce rapport. C'est un bon moyen auxiliaire qui peut servir de référence pour les futurs projets de construction routière. Cependant, il a très peu en commun avec les objectifs de l'initiative «Halte au bétonnage». En effet, il montre que des surfaces peuvent être soustraites au trafic routier sans pour autant porter atteinte à celui-ci.

Dans notre argumentation au sujet de l'initiative susmentionnée, nous n'avons jamais mis en doute cet aspect du problème. Nous nous référons à d'autres éléments pour affirmer que cette initiative est irréaliste et extrémiste. Ainsi, elle préconise que les surfaces libérées par le trafic routier soient réaffectées à d'autres fins dans une seule et même région. Or, à l'évidence, les surfaces compensatoires disponibles ne sont pas réparties de façon régulière sur l'ensemble du pays. Il est assez vraisemblable que ces prochaines années, l'application d'un tel principe entraînerait relativement peu de problèmes dans certaines régions; dans d'autres, en revanche, les problèmes seraient d'autant plus épineux, surtout là où il ne serait pas possible de faire appel aux clauses d'exception.

Aujourd'hui déjà, l'initiative serait très lourde de conséquences pour ces régions.

L'auteur de la question se réfère à l'an 2000, mais la fin du siècle est dans une petite décennie seulement. Or, l'initiative ne cherche pas à arrêter momentanément les travaux; sa durée d'application est indéterminée. Qu'en sera-t-il en l'an 2030? D'ici peu, le capital en surfaces mentionnées dans le rapport sera épuisé, puisque, bon gré mal gré, il faudra toujours des routes. Que se passera-t-il alors?

Vue sous cet angle, l'initiative aura pour effet de bloquer à jamais la construction!

C'est précisément la situation à laquelle nous nous opposons et que nous considérons comme étant extrême et irréaliste. Nous avons d'emblée défendu ce point de vue, que ce soit dans notre message au Parlement ou lors des délibérations aux Chambres, et finalement dans les explications qui précèdent le vote.

Allgemeine Vorbemerkung des Bundesrates zu den Fragen 91 bis 98

Seit dem Inkrafttreten des Bundesgesetzes über die politischen Rechte – am 1. Juli 1979 – ist der Bundesrat durch Artikel 11 Absatz 2 dieses Gesetzes gehalten, «der Abstimmungsvorlage eine kurze, sachliche Erläuterung des Bundesrates» beizugeben, «die auch den Auffassungen wesentlicher Minderheiten Rechnung trägt».

Nach dem klaren Text des Gesetzes handelt es sich um einen Kommentar des Bundesrates. Die Stimmberechtigten haben zweifellos ein Recht darauf, zu wissen, ob und weshalb der Bundesrat eine Vorlage zur Annahme oder zur Verwerfung empfiehlt.

Um bei dieser Sachlage auch den Interessen der Organisationen mit entgegengesetzten Auffassungen Rechnung zu tragen, ist der Bundesrat schon vor Jahren dazu übergegangen, je eine Stellungnahme der Initiativ- oder Referendumskomitees einzuholen und diese regelmässig vollinhaltlich unter Kennzeichnung der Herkunft in den Erläuterungen zu publizieren.

Dies ist auch im Hinblick auf die Strasseninitiativen, über die am 1. April abgestimmt wird, der Fall gewesen. Die Stellungnahmen enthalten auch Aussagen, die der Bundesrat nicht teilen kann. In der Meinung, es sei am Stimmbürger zu entscheiden, welche Argumente ihm als stichhaltig erscheinen, verzichtet er bewusst darauf, diese Aussagen zu kritisieren.

Der Bundesrat hat die Abstimmungserläuterungen für den 1. April überprüft. Er stellt fest, dass bis auf eine notwendige Präzisierung – wir werden in der Antwort auf die Frage von Frau Nationalrätin Gardiol darauf zurückkommen – alle gemachten Aussagen der von der grossen Mehrheit des Parlamentes vorgenommenen Interpretation entsprechen. Der Bundesrat sieht deshalb keine Veranlassung, die in den Abstimmungserläuterungen enthaltenen Betrachtungen zu ändern, auch wenn sie – zwangsläufig – jenen der Initianten in einzelnen Punkten widersprechen.

Remarques préliminaires du Conseil fédéral aux questions 91 à 98

Depuis le 1er juillet 1979, date de l'entrée en vigueur de la loi fédérale sur les droits politiques, le Conseil fédéral est tenu, aux termes de l'article 11, alinéa 2, de ladite loi, d'accompagner le texte soumis à la votation «de brèves explications du Conseil fédéral, qui doivent rester objectives et exposer également l'avis d'importantes minorités.»

Comme le dit clairement la loi, il s'agit d'un commentaire du Conseil fédéral. Il va de soi que les électeurs ont le droit de savoir si et pourquoi le Conseil fédéral recommande d'adopter ou de rejeter un projet.

Cela étant, afin de tenir également compte des intérêts des organisations d'avis opposé, le Conseil fédéral a décidé, il y a quelques années déjà, de demander le point de vue du comité d'initiative ou du comité référendaire et de le publier chaque fois intégralement dans les explications, en en indiquant l'origine.

Ce principe a aussi été appliqué aux initiatives routières, sur lesquelles le souverain se prononcera le 1er avril. Les points de vue publiés contiennent aussi des déclarations auxquelles le Conseil fédéral ne peut se rallier. Estimant qu'il appartient au citoyen de décider quels arguments lui paraissent pertinents, il renonce consciemment à critiquer ces déclarations.

Le Conseil fédéral a réexaminé les explications relatives à la votation du 1er avril. Il a constaté que, à une précision près, qui s'impose – nous y reviendrons dans la réponse à la question de Mme Gardiol – tous les arguments exposés reflètent l'avis de la grande majorité du Parlement. Selon le Conseil fédéral, il n'y a donc pas lieu de modifier les arguments figurant dans les explications de vote, même si, sur certains points, ils diffèrent – forcément – de ceux des auteurs de l'initiative.

Frage 91:

Leutenegger Oberholzer. Abstimmung zu den Kleeblatt- und Betonstopp-Initiativen
Votations fédérales. Attitude partisane d'un conseiller fédéral

Am 16. März 1990 führt ein «Comité contre une injuste remise en cause de l'avenir neuchâtelois» eine Medien-Informationstagung gegen die Kleeblatt- und Betonstopp-Initiativen durch, die unter dem Thema «Ein Barometer eidgenössischer Solidarität» steht. Aufgeführt wird in der Einladung unter anderem Bundesrat Ogi als Votant. Ist es demokratisch nicht fragwürdig, wenn ein Bundesrat an vorderster Front gegen Volksinitiativen ankämpft und dazu noch die staatspolitisch «wichtige Maxime der eidgenössischen Solidarität» strapaziert?

Schriftliche Antwort des Bundesrates

Dem Bundesrat obliegt, wie bereits ausgeführt, die gesetzliche Pflicht, seine Beurteilung aller Abstimmungsvorlagen bekanntzugeben. Zudem steht den Mitgliedern des Bundesrates – wie jedem anderen Bürger – das verfassungsmässige Recht auf freie Meinungsäusserung zu.

Der Bundesrat hat nie ein Hehl daraus gemacht, dass die Abstimmung über die N 1 und über die N 5 auch eine Frage der Solidarität ist: Solidarität zwischen den Sprachregionen, zwischen wirtschaftlich unterschiedlich entwickelten Landesteilen und nicht zuletzt Solidarität mit der Bevölkerung der vielen Dörfer, die schwer unter dem heutigen Durchgangsverkehr leiden.

Frage 92:

Stocker. Richtlinien für Abstimmungserläuterungen

Explications de vote. Directives

Gibt es Richtlinien, nach welchen sich der Bundesrat in der Abstimmung gegen Volksbegehren engagiert?

Wie sehen diese aus?

Schriftliche Antwort des Bundesrates

Mit den Abstimmungserläuterungen erfüllt der Bundesrat einen gesetzlichen Auftrag. Welchen Erfordernissen dabei zu genügen ist, wird in Artikel 11 Absatz 2 BG über die politischen Rechte festgehalten (kurz, sachlich, Berücksichtigung der Auffassung wesentlicher Minderheiten). Diese Anforderungen sind jeweils bei der Erarbeitung der Erläuterungen – die einer interdepartementalen Arbeitsgruppe obliegt – zu konkretisieren. Für Volksbegehren gelten dabei die gleichen Regeln wie für alle anderen Abstimmungsvorlagen.

Frage 93:

Thür. Initiative «Stopp dem Beton». Abstimmungserläuterungen

Initiative «Halte au bétonnage». Explications de vote

In der Abstimmungsbroschüre schreibt der Bundesrat: «Bei Annahme der Initiative müsste auch ein Abbruch der Walensee-Autobahn in Erwägung gezogen werden!»

1. Wie kommt der Bundesrat aufgrund des Initiativtextes zu einer solchen Behauptung?

2. Wie kann sich ein Initiativkomitee künftig gegen falsche Behauptungen des Bundesrates in Abstimmungsbroschüren zur Wehr setzen?

Schriftliche Antwort des Bundesrates

1. Die Initiative verlangt im Fall von neuen Strassenbauten jeder Art den Entzug von entsprechenden Verkehrsflächen für den motorisierten Verkehr und zweitens eine Begrenzung der Strassenfläche auf den Stand vom 30. April 1986.

Die Walensee-Autobahn wurde erst im November 1987 eröffnet. Sie fällt also unter die Bestimmungen der Initiative. Die Walensee-Strasse ist 22,5 km lang und hat eine bedeckte Fläche von 45 Hektaren. Die Wahrscheinlichkeit, dass in dieser Gegend eine solche Fläche anderer Strassen zweckentfremdet werden kann, ist gering. Entsprechend gross wäre der Druck auf die N 3.

In den Erläuterungen des Bundesrates wird ein allfälliger Abbruch der N 3 nicht als einzige und insbesondere nicht als unabwendbare Konsequenz der Annahme der Initiative bezeichnet, sondern als Möglichkeit, die in Betracht gezogen, also zur Diskussion gestellt werden müsste.

2. Zur Rechtsnatur: Die Abstimmungserläuterungen sind eine Regierungserklärung, ein acte de gouvernement. Der Text kann deshalb wohl Gegenstand politischer Kritik sein, nicht

aber einer Abstimmungsbeschwerde im Sinne des Bundesgesetzes über die politischen Rechte.

Frage 94:
Meier-Glatfelden. Initiative «Stopp dem Beton». Abstimmungserläuterungen

Initiative «Halte au bétonnage». Explications de vote
Auf Seite 5 der Erläuterungen des Bundesrates zu den Volksabstimmungen vom 1. April 1990 hält der Bundesrat fest: «Die «Stopp dem Beton»-Initiative hilft der Umwelt nicht.» Sowohl das Buwal als auch das BRP können bestätigen, dass dieser Satz einseitig und sachlich nicht richtig ist. Worauf begründet der Bundesrat seine Aussage?

Schriftliche Antwort des Bundesrates

Die Frage, ob flüssiger oder stockender Kolonnenverkehr mehr Emissionen bringt, ist umstritten, denn es kommt darauf an, welche Schadstoffe in Betracht gezogen werden. HC und CO nehmen im Kolonnenverkehr signifikant zu, NO_x bleibt einigermassen unverändert. Dass hingegen stockender Verkehr oder stehende Kolonnen die Bewohner zahlreicher Ortschaften mehr belasten, sollte unbestritten sein. Dies könnten etwa die Bewohner des Kantons Uri oder jene von Chiasso aufgrund ihrer persönlichen Erfahrungen zweifellos bestätigen.

Frage 95:
Schmid. Initiative «Stopp dem Beton». Abstimmungserläuterungen

Initiative «Halte au bétonnage». Explications de vote
In den Abstimmungserläuterungen des Bundesrates zur Initiative «Stopp dem Beton» wird behauptet, bei Annahme des Volksbegehrens müssten bestehende Strassen abgebrochen werden. Demgegenüber hat die Zürcher Regierung auf eine Anfrage aus dem Kantonsrat erklärt, die Fläche der Staatsstrassen im verkehrsreichen Kanton Zürich habe zwischen 1986 und 1989 gesamthaft abgenommen. Auf welche gesamtschweizerischen Angaben stützt sich der Bundesrat bei seiner gegensätzlichen Feststellung?

Schriftliche Antwort des Bundesrates

Wie die Initianten in ihrer Begründung (Seite 4 der Erläuterungen) selbst andeuten, gibt es derzeit noch keine umfassende eidgenössische Strassenstatistik. Fest steht ferner, dass die Situation des Kantons Zürich angesichts der zahlreichen grösseren Ortschaften nicht dem Landesdurchschnitt entspricht. Ganz generell aber springt in die Augen, dass es unmöglich ist, rund 90 km Nationalstrassen (gebaut seit 1986) zu kompensieren. Dazu kommt, dass ein Verzicht auf die 105 km Nationalstrassen, die sich im Bau befinden, nicht ohne tiefgreifende wirtschaftliche und verkehrspolitische Nachteile möglich ist.

Frage 96:
Baerlocher. Initiative «Stopp dem Beton». Abstimmungserläuterungen des Bundesrates
Initiative «Halte au bétonnage». Explications de vote du Conseil fédéral

In den Erläuterungen des Bundesrates zu den eidgenössischen Vorlagen vom 1. April 1990 hat es der Bundesrat unterlassen, eine kurze sachliche Erläuterung zur Initiative «Stopp dem Beton» zu schreiben. Die Erläuterungen sind sachlich unrichtig; der Bundesrat übernimmt die Argumentation der Initiativgegner voll und ganz. Insbesondere wo in den Erläuterungen bei einer Annahme der Initiative von einem drohenden Abbruch der Walensee-Autobahn gesprochen wird. Es stellt sich in diesem Zusammenhang die Frage, für wie gross die zuständigen Stellen die Flächeneinsparungen im Strassenverkehr durch sogenannte Umwidmungen einzelner Strassenflächen einschätzen?

Schriftliche Antwort des Bundesrates

Zur Aeusserung betreffend die Walenseestrasse ist auf die Antwort zur Frage Thür zu verweisen. Der Umfang der möglichen Umwidmungen einzelner Strassenflächen könnte nur aufgrund einer Gesamtübersicht über

die heutigen Strassenflächen bestimmt werden. Es gibt aber kein Strassendatenbanksystem, das gestatten würde, alle Flächen genau abzurufen. Das Ergebnis dürfte nach der Auffassung der Fachleute je nach Region sehr unterschiedlich ausfallen. Dies bedeutet, dass die Initiative, die sich auf regionale Kriterien abstützt, sehr unterschiedliche Auswirkungen haben würde.

Bei einer Annahme der Initiative rechnet der Bundesrat, wie dargelegt, namentlich für die Region Walensee mit Problemen.

Question 97:

Longet. Initiative «Stopp dem Beton»
Initiative «Halte au bétonnage». Appréciation du Conseil fédéral

En vue de combattre l'initiative «Halte au bétonnage», le Conseil fédéral prétend que cette initiative exigerait la démolition de routes et d'autoroutes construites après le 30 avril 1986. Le Conseil fédéral peut-il indiquer où dans le texte de l'initiative il trouve l'exigence que des routes soient détruites, et sur quelles études il se fonde pour affirmer que des routes ou autoroutes construites après le 30 avril 1986 ne pourraient être compensées dans la régions, selon les termes de l'initiative?

Réponse écrite du Conseil fédéral

Ici encore, nous vous renvoyons à la réponse que nous avons donnée à la question Thür. Le Conseil fédéral y fait remarquer qu'il n'envisage pas, dans ses explications, la destruction d'un tronçon particulier, mais qu'il rend les électeurs attentifs aux problèmes provenant des exigences et des dates claires et contraignantes imposées par les promoteurs de l'initiative, ajoutant – ce qu'il ne faut cesser de souligner – que les possibilités de compensation sont partout limitées.

Question 98:

Gardiol. N 1/N 12 Distanzvergleich
N 1/N 12. Comparaison de distance

Dans la brochure de présentation des sujets soumis en votation le 1er avril prochain, le Conseil fédéral précise que la N 12 représente un «détour de 40 km (ou 30 minutes)» par rapport à un trajet empruntant la N 1. D'autres sources évaluent cette distance à 7,7 km (ou 5 à 6 minutes). Le Conseil fédéral peut-il nous dire comment il arrive à ses chiffres?

Réponse du Conseil fédéral

Dans les explications du Conseil fédéral, la formulation sur ce point demande en effet à être précisée.

Le détour réel de 10 kilomètres, l'augmentation du trafic sur la N 9 et surtout les fortes dénivellations imposent aux poids lourds environ une demi-heure de trajet supplémentaire. Calculé en termes de «kilomètres parcourus» (degré d'utilisation effective du véhicule) pour le trafic lourd, cela correspond en théorie à une prestation kilométrique supplémentaire de 40 kilomètres environ.

Il aurait donc fallu, dans les explications, parler de «kilomètres parcourus» et non simplement de kilomètres.

La presse d'aujourd'hui publie la rectification de cette imprécision, de sorte que tout malentendu est écarté.

Fragestunde

Heure des questions

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1990
Année	
Anno	
Band	II
Volume	
Volume	
Session	Frühjahrssession
Session	Session de printemps
Sessione	Sessione primaverile
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	10
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	---
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	19.03.1990 - 14:30
Date	
Data	
Seite	477-492
Page	
Pagina	
Ref. No	20 018 382

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.